



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ 3 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
192

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4386. Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας συμβάσεως ἀποσκοπούσης τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ τὴν θέσπισιν κανόνων ἀμοιβαίας διοικητικῆς ἐπικουρίας ἐν σχέσει πρὸς τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος... 1
- ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ**
657. Περί ἐπιβολῆς ποιοτικῆς ἐλέγχου τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν Ἀρωματικῶν καὶ Φαρμακευτικῶν δρογῶν. .... 2
658. Περί ὀριστικῆς παραχωρήσεως μεταλλείου σιδηροπυρίτου ἐν τῷ Νομῷ Φθιώτιδος εἰς τὸν Παναγ. Δ. Ἀλμπάνην. .... 3

659. Περί καταργήσεως τῆς παρ. 2 τοῦ ἀπὸ 27)2—13) 3)57 Β. Διατάγματος «περὶ καθιερώσεως ἐκ περιτροπῆς Κυριακῆς ἀργίας εἰς τὰ ἐστιατόρια πόλεως Ἀμφίσης κλπ.» . . . . . 4
660. Περί καθιερώσεως ὀλοκληρωτῆς Κυριακῆς ἀργίας εἰς τὰ κρεοπωλεῖα τῆς πόλεως Σερρών. .... 5
661. Περί καθιερώσεως τῆς ἐορτῆς τοῦ Ἀγ. Νικολάου ὡς ὀλοκληρωτικῆς ἀργίας δι' ἅπαντα τὰ Κατ)τα τοῦ Δήμου Βόλου. .... 6

#### ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

- Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 326)64 Β. Δ. ἀρμοδιότητος Ὑπουργείου Ἑθνικῆς Παιδείας . . . . 7

### ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4386

(1)

*Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας συμβάσεως ἀποσκοπούσης τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ τὴν θέσπισιν κανόνων ἀμοιβαίας διοικητικῆς ἐπικουρίας ἐν σχέσει πρὸς τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος.*

#### ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 15 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμη τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσα τὴν 21ην Αὐγούστου 1963 σύμβασις μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἀποσκοπούσα τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ τὴν θέσπισιν κανόνων ἀμοιβαίας διοικητικῆς ἐπικουρίας ἐν σχέσει πρὸς τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος, ἧς τὸ κείμενον ἐπε-

ται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

#### ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΤΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΤΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΤΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

## CONVENTION

Entre la Grèce et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu

Sa Majesté le Roi des Hellènes et le Président de la République Française désireux d'éviter dans la mesure du possible les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, ont décidé de conclure une convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Hellènes

Son Excellence Monsieur Panayotis Pipinelis Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, Le Président de la République Française.

Son Excellence Monsieur Guy de Girard de Charbonnières, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Athènes, lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

## Article Ier

1. La présente convention est applicable aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

Sont considérés comme impôts sur les revenus les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu ainsi que les impôts sur les plus values.

2. Les dispositions de la présente convention ont pour objet d'éviter les doubles impositions qui pourraient résulter, pour les résidents de chacun des Etats contractants, de la perception simultanée ou successive dans l'un et l'autre Etats des impôts visés au paragraphe I ci-dessus.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente convention dans chacun des Etats contractants sont :

A. En ce qui concerne la France :

- a) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- b) la taxe complémentaire ;
- c) l'impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales.

B. En ce qui concerne la Grèce :

l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques et morales.

4. La convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, au début de chaque année, les modifications apportées à leur législation fiscale pendant le cours de l'année précédente.

5. Il est entendu que, dans le cas où la législation fiscale de l'un des Etats contractants ferait l'objet de modifications affectant sensiblement la nature ou le caractère des impôts visés au paragraphe 3 du présent article, les autorités compétentes des deux Etats se concerteraient pour déterminer les aménagements qu'il serait éventuellement nécessaire d'apporter à la présente convention.

## Article 2.

Pour l'application de la présente convention :

1. Le terme «France» désigne la France métropolitaine et les départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion).

Le terme «Grèce» désigne les territoires du Royaume de Grèce.

2. Le terme «personne» désigne :

- a) toute personne physique ;
- b) toute personne morale ;

c) tout groupement de personnes physiques qui n'a pas la personnalité morale.

3. a) On entend par «résident d'un Etat contractant» toute personne qui, en vertu de la Législation dudit Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère analogue.

b) Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1 ci-dessus, une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, le cas est résolu d'après les règles énoncées ci-dessus :

(aa) Cette personne est réputée résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux).

(bb) Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle.

(cc) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité.

(dd) Si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités administratives compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

c) Lorsque, selon la disposition du paragraphe I ci-dessus, une personne morale est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, elle est réputée résident de l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective. Il en est de même des sociétés de personnes et des associations qui, selon les lois nationales qui les régissent, n'ont pas la personnalité juridique.

4. Le terme «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

a) Constituent notamment des établissements stables :

- (aa) un siège de direction ;
- (bb) une succursale ;
- (cc) un bureau ;
- (dd) une usine ;
- (ee) un atelier ;
- (ff) une mine, carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
- (gg) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

b) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

(aa) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

(bb) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

(cc) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seuls fins de transformation par une autre entreprise ;

(dd) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

(ee) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations,

de recherche scientifique ou d'activités analogues qui ont pour l'entreprise un caractère préparatoire ou auxiliaire.

c) Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant—autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé à l'alinéa (d) ci—après—est considérée comme «établissement stable» dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

d) On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y effectue des opérations commerciales par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

e) Le fait qu'une société domiciliée dans un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est domiciliée dans l'autre Etat contractant ou qui y affectue des opérations commerciales (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces deux sociétés un établissement stable de l'autre.

5. L'expression «autorités compétentes» désigne : dans le cas de la Grèce, le Ministre des Finances, dans le cas de la France, le Ministre des Finances, et des Affaires Economiques, ou leurs représentants dûment autorisés.

6. Pour l'application de la présente convention par l'un des Etats contractants tout terme non défini dans cette convention reçoit, à moins que le contexte ne l'exige autrement, la signification que lui donnent les lois en vigueur dans l'Etat considéré, en ce qui concerne les impôts visés dans cette convention.

1. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. L'expression «biens immobiliers» est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des entreprises agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation des gisements minéraux, sources et autres richesses du sol ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers, y compris les revenus provenant des entreprises agricoles ou forestières. Elles s'appliquent également aux bénéfices provenant de l'aliénation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 ci-dessus s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'entreprises autres que les entreprises agricoles et forestières ainsi qu'aux revenus de biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

#### Article 4.

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce une activité industrielle ou commerciale dans l'autre Etat contractant par l'in-

termédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce une telle activité, l'impôt peut être perçu dans l'autre Etat sur les bénéfices de l'entreprise, mais uniquement dans la mesure où ces bénéfices sont imputables audit établissement stable.

2. Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce une activité industrielle ou commerciale sans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chacun des deux Etats, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 du présent article n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

#### Article 5.

Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient conclues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

#### Article 6.

Les revenus provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ne sont imposables que dans l'Etat contractant sur le territoire duquel ces navires sont immatriculés ou par lequel ils ont été munis de titres de nationalité.

Les revenus provenant de l'exploitation, en trafic international, d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise.

#### Article 7.

1. Les revenus provenant de la cession d'une participation dans une société de capitaux ne sont im-

sables que dans l'état contractant dont le cédant est le résident.

2. Le paragraphe I ne s'applique pas quand la participation cédée fait partie de l'actif d'un établissement stable que le cédant possède dans l'autre Etat. Dans ce cas, l'article 4 est applicable.

#### Article 8.

1. Les sociétés résidentes de Grèce, qui possèdent un établissement stable en France, restent soumises en France, en ce qui concerne les répartitions de bénéfices qu'elles effectuent, à l'application, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'une retenue à la source, dans les conditions prévues à l'article 109-2 du Code général des impôts.

Toutefois, la fraction des répartitions de bénéfices effectivement passible de la retenue susvisée ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés par l'établissement stable français tel que ce montant est retenu pour l'assiette de l'impôt qui frappe les bénéfices réalisés par cet établissement dans les conditions prévues par les dispositions de la présente convention.

2. Une société résidente de Grèce ne peut être soumise en France à la retenue visée au paragraphe I ci-dessus en raison de sa participation dans la gestion ou dans le capital d'une société résidente de France ou à cause de tout autre rapport avec cette société, mais les bénéfices distribués par cette dernière société et passibles de cette retenue sont, le cas échéant, augmentés pour l'assiette de ladite retenue de tous les bénéfices ou avantages que la société résidente de Grèce aurait indirectement retirés de la société résidente de France dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus, la double imposition étant évitée en ce qui concerne ces bénéfices et avantages conformément aux dispositions de l'article 21.

#### Article 9.

1. Les dividendes distribués par une société résidente de l'un des deux Etats contractants sont imposables dans cet Etat.

Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 21 ci-après, lorsque le bénéficiaire des dividendes est résident de l'autre Etat contractant, ce dernier Etat conserve le droit d'imposer ces dividendes conformément à la législation générale, à moins que ce bénéficiaire ne possède un établissement stable dans l'Etat de la source des dividendes et que la participation génératrice desdits dividendes ne fasse partie de cet établissement. Dans ce cas, l'article 4 est applicable.

2. Sont considérés comme «dividendes» au sens du paragraphe 1 ci-dessus les produits d'actions, de parts de fondateur et de parts bénéficiaires ainsi que les revenus d'autres parts sociales imposés comme les revenus d'actions, d'après la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est la résidente.

#### Article 10.

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à une personne résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, l'Etat contractant d'où proviennent les intérêts qui sont payés à une personne résidente de l'autre Etat contractant conserve le droit d'imposer ces intérêts qui résulte de sa législation. S'il use de ce droit, le taux de l'imposition qu'il établit ne peut excéder les taux fixés au paragraphe 3 ci-après.

3. a) En ce qui concerne la France :

Compte tenu des dispositions actuelles de la législation fiscale française, l'imposition des intérêts des obligations et autres titres d'emprunt négociables provenant de sources françaises et payés à des personnes résidentes de Grèce sera limitée à 12%. Tous au-

tres intérêts bénéficiant à des personnes résidentes de Grèce y seront exonérés.

b) En ce qui concerne la Grèce :

Compte tenu des dispositions actuelles de la législation fiscale grecque, l'imposition des intérêts de toute nature, provenant de sources grecques et payés à des personnes résidentes de France, ne pourra excéder 10 %.

4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunt, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés par la législation fiscale aux revenus de sommes prêtées.

5. Les dispositions des paragraphes précédentes ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant d'où proviennent ces intérêts, un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance qui les produit. Dans ce cas, l'article 4 est applicable.

#### Article 11

1. Les redevances en provenance de l'un des Etats contractants et payées à une personne résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, l'Etat contractant d'où proviennent les redevances conserve le droit qui résulte de sa législation d'imposer ces redevances; mais le taux de l'imposition qu'il établit ne peut excéder 5 % du montant brut desdites redevances. Les autorités compétentes des deux Etats s'entendent sur les modalités d'application de cette limitation.

3. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou le droit à l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'un procédé ou d'une formule secrets, ainsi que pour l'usage ou le droit à l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations concernant des expériences d'ordre industriel, commercial ou scientifique.

4. Les gains et profits provenant de l'aliénation des biens et droits mentionnés au paragraphe 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est le résident.

5. Ne sont pas traités comme redevances :

— les paiements variables ou fixes pour l'exploitation de gisements minéraux, sources ou autres richesses du sol. Pour ces revenus, l'article 3 concernant l'imposition des revenus provenant de biens immobiliers est applicable ;

— les sommes payées pour la location ou le droit d'utilisation des films cinématographiques. Dans ce cas, l'article 4 concernant l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux est applicable.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant d'où proviennent ces redevances, un établissement stable ou une base fixe, pour l'exercice d'une profession libérale ou autre activité indépendante, auxquels le droit qui les produit se rattache effectivement. L'article 4 ou l'article 16, suivant le cas, sont alors applicables.

7. Si une redevance est supérieure à la valeur intrinsèque et normale des droits pour lesquels elle est payée, la limitation prévue au paragraphe 2 ci-dessus n'est applicable, dans l'Etat du débiteur, qu'à la

partie de cette redevance qui correspond à cette valeur intrinsèque et normale.

#### Article 12.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 ci-après, les pensions et les rentes viagères ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le bénéficiaire est le résident.

#### Article 13.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 14 ci-après, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne résidente d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi est exercé dans l'autre Etat contractants, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les rémunérations qu'une personne résidente d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée;

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre Etat; et

c) les rémunérations ne sont pas déduites des bénéfices d'un établissement stable ou d'une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les rémunérations afférentes :

a) à une activité exercée à bord d'un navire en trafic international sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel ce navire est immatriculé ou par lequel il a été muni de titres de nationalité.

b) à une activité exercée à bord d'un aéronef en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise.

#### Article 14.

1. Les rémunérations allouées à titre de traitements, salaires, appointements, soldes et pensions par un Etat Contractant ou par une personne morale de droit public de cet Etat, en considération de services administratifs ou militaires actuels ou antérieurs sont imposables dans cet Etat.

2. Le paragraphe 1 ne trouve pas à s'appliquer :  
— Lorsque les rémunérations sont allouées à des personnes possédant la nationalité de l'autre Etat sans être en même temps ressortissantes du premier Etat, les rémunérations étant en ce cas exclusivement imposables dans l'Etat dont ces personnes sont les résidentes;

— Lorsque les rémunérations sont versées au titre de services rendus à l'occasion d'une activité commerciale ou industrielle exercée, à des fins lucratives, par l'un des Etats contractants ou une personne morale de droit public de cet Etat.

3. La qualité de personne morale de droit public se détermine d'après la législation de l'Etat où la personne morale est constituée.

#### Article 15.

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'une personne résidente d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les rémunérations que les personnes visées au paragraphe 1 reçoivent en une autre qualité entrent, selon leur nature, dans les prévisions de l'article 13 ou de l'article 16.

#### Article 16.

1. Les revenus qu'une personne résidente d'un Etat contractant retire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si elle dispose d'une telle base, la partie des revenus qui peut être attribuée à cette base est imposable dans cet autre Etat.

2. Sont considérées comme professions libérales, au sens du présent article, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique ainsi que celle des médecins, avocats, architectes, ou ingénieurs.

#### Article 17.

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire de l'un des Etats contractants, séjournant dans l'autre Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou d'y acquérir une formation professionnelle, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

#### Article 18.

Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, les revenus que les professionnels du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs retirent de leurs activités personnelles en cette qualité sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

#### Article 19.

Les professeurs et les membres du corps enseignant de l'un des Etats contractants qui reçoivent une rémunération pour l'enseignement qu'ils donnent pendant une période de résidence n'excédant pas deux ans dans une université ou dans un autre établissement d'enseignement de l'autre Etat ne sont imposables au titre de cette rémunération que dans le premier Etat.

#### Article 20.

Les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le bénéficiaire est le résident à moins que ces revenus ne se rattachent à l'activité d'un établissement stable que ce bénéficiaire posséderait dans l'autre Etat contractant.

#### Article 21.

Il est entendu que la double imposition sera évitée de la manière suivante :

A. En ce qui concerne la France :

1. Les revenus autres que ceux visés aux paragraphes 3 à 5 ci-après sont exonérés des impôts français mentionnés à l'article 1er, paragraphe 3, A, de la présente convention lorsque l'imposition de ces revenus est attribuée à la Grèce.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les impôts français visés à ce paragraphe peuvent être calculés sur les revenus imposables en France en vertu de la présente convention, au taux correspondant à l'ensemble des revenus imposables d'après la législation française.

3. En ce qui concerne les revenus visés à l'article 9, provenant de sources grecques et qui ont subi le précompte de l'impôt grec, la France accorde un crédit d'impôt au bénéficiaire de ces revenus résident de France. En égard à la situation actuelle résultant de la législation fiscale de chacun des Etats contractants le montant de ce crédit, destiné à tenir compte de l'impôt grec définitivement liquidé, est fixé forfaitairement à un taux correspondant à celui de la retenue à la source pratiquée en France sur les dividendes en application des règles du droit commun.

4. En ce qui concerne les intérêts visés à l'article 10, provenant de sources grecques et qui ont subi le précompte de l'impôt grec dans les conditions prévues à cet article, la France accorde un crédit d'impôt au bénéficiaire de ces intérêts résident de France. En égard à la situation actuelle résultant de la législation fiscale de chacun des Etats contractants, le montant de ce crédit, destiné à tenir compte de l'impôt grec définitivement liquidé, est fixé forfaitairement au taux de 10 %. Ce crédit s'impute:

— pour ce qui est des intérêts d'obligations et autres titres d'emprunts négociables:

Soit sur la retenue à la source, soit sur la taxe complémentaire et l'impôt sur le revenu des personnes physiques soit encore sur l'impôt sur les sociétés, dont le bénéficiaire des intérêts est redevable, selon le cas, en application des règles du droit commun:

— pour ce qui est des intérêts de tous autres emprunts soit sur la taxe complémentaire et l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit sur l'impôt sur les sociétés, dont le bénéficiaire des intérêts est redevable sur les mêmes revenus.

5. En ce qui concerne les redevances visées à l'article 11 provenant de sources grecques et qui ont supporté l'impôt grec dans les conditions prévues à cet article, la France accorde au bénéficiaire de ces redevances résident de France un crédit d'impôt correspondant au montant de l'impôt grec et imputable, sur les taxes complémentaire et, le cas échéant sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit sur l'impôt sur les sociétés dont ce bénéficiaire est redevable sur les mêmes revenus.

B. En ce qui concerne la Grèce:

Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, la Grèce en déterminant les impôts incombant aux personnes résidentes de son territoire, peut comprendre dans les bases de ces impôts toutes les catégories de revenus imposables en vertu de la législation fiscale grecque, comme si la présente convention n'existait pas. Toutefois, la Grèce déduira des impôts ainsi calculés le montant de l'impôt français frappant les revenus ayant leur source en France et qui sont compris dans les bases d'imposition des deux Etats contractants, cette déduction étant cependant limitée à la fraction de l'impôt grec correspondant au rapport existant entre les revenus en question et le revenu global imposable en Grèce.

#### Article 22.

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que les impositions et les obligations y relatives auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

2. En particulier, les nationaux d'un Etat contractant qui sont imposables sur le territoire de l'autre Etat contractant bénéficient, dans les mêmes conditions que les nationaux de ce dernier Etat, des exemptions, abattements à la base, déductions et réductions d'impôts ou taxes quelconques accordés pour charges de famille.

3. Le terme «nationaux» désigne:

a) En ce qui concerne la France, toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité française;

b) En ce qui concerne la Grèce, toutes les personnes physiques possédant la nationalité grecque;

c) Toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

4. Les apatrides ne sont soumis dans un Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que les impositions et les obligations y relatives auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet Etat se trouvant dans la même situation.

5. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité dans les mêmes conditions.

Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

6. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que les impositions et les obligations y relatives auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

7. Le terme «imposition» désigne dans le présent article les impôts de toute nature et dénomination.

#### Article 23.

1. Les autorités fiscales des Parties contractantes échangeront les renseignements que les législations fiscales des deux Etats permettent d'obtenir dans le cadre de la pratique administrative normale et qui seront utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement réguliers des impôts visés par la présente convention ainsi que l'application, en ce qui concerne ces impôts, des dispositions légales relatives à la répression de la fraude fiscale.

2. Les renseignements ainsi échangés qui conservent un caractère secret, ne sont pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente convention. Aucun renseignement n'est échangé qui révélerait un secret commercial, industriel ou professionnel. L'assistance peut ne pas être donnée lorsque l'Etat requis estime qu'elle est de nature à mettre en danger sa souveraineté ou sa sécurité ou à porter atteinte à ses intérêts généraux.

3. L'échange des renseignements a lieu soit d'office soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

#### Article 24.

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer, suivant les règles propres à leur législation ou réglementation respectives, les impôts visés par la présente convention ainsi que les majorations de droits, droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts, lorsque ces sommes sont définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois ou règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois ou règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.

4. Les créances fiscales à recouvrer bénéficient des mêmes sûretés et privilèges que les créances fiscales de même nature dans l'Etat de recouvrement.

5. Les contestations touchant l'existence ou le montant de la créance ne peuvent être portées que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant.

#### Article 25.

En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat de prendre les mesures conservatoires que la législation ou la réglementation de celui-ci autorise.

#### Article 26.

1. Lorsqu'une personne résidente d'un Etat contractant estime que les mesures prises par l'un ou l'autre ou par l'un et l'autre des deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition qui n'est conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut indépendamment des recours prévus par les législations nationales, soumettre son cas à l'autorité de l'Etat contractant dont elle est la résidente.

2. Si la réclamation lui paraît fondée, ladite autorité compétente, lorsqu'elle n'est pas elle-même en mesure de parvenir à une solution satisfaisante, s'efforce de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter l'imposition qui n'est pas conforme aux dispositions de la présente Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent par voie d'accord amiable de résoudre les difficultés ou de lever les doutes auxquels l'interprétation de la présente Convention peuvent donner lieu. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas qui n'ont pas été prévus.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants communiquent directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédentes. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission mixte composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

#### Article 27.

1. La présente Convention pourra être étendue telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux Territoires d'Outremer de la République Française qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique ladite convention. Une telle extension pren-

dra effet à dater du jour et sous réserve des modifications et conditions (y compris celles relatives à la cessation d'application) qui seront fixées d'un commun accord entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme aux dispositions constitutionnelles de ces Etats.

2. A moins que les Etats contractants n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la présente convention en vertu de l'article 31 ci-après par l'un d'eux mettra fin à l'application de ses dispositions à tout territoire auquel elle aura été étendue conformément au présent article.

#### Article 28

Les autorités compétentes des deux Etats contractants se concerteront pour déterminer d'une commune entente, dans la mesure nécessaire, les modalités d'application de la présente convention

#### Article 29.

Dès la mise en vigueur de la présente convention, l'accord conclu entre les Etats contractants par voie d'échange de notes portant la date du 9 décembre 1950 et tendant à éviter la double imposition des bénéfices réalisés par les entreprises de transports maritimes et aériens cessera de produire ses effets.

#### Article 30.

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Athènes dans le plus bref délai.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et ses dispositions s'appliqueront, pour la première fois, pour l'imposition des revenus afférents à l'année civile au cours de laquelle interviendra l'échange des instruments de ratification ou aux exercices clos au cours de ladite année.

#### Article 31.

La présente convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénommée par l'un des Etats contractants.

Toutefois, chaque Etat pourra, moyennant un préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer soit en totalité, soit en partie, pour la fin de l'année civile à partir de la cinquième année suivant celle de la ratification.

Dans ce cas, la convention s'appliquera, pour la dernière fois, pour l'imposition des revenus afférents à l'année civile au cours de laquelle la dénonciation sera intervenue.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Athènes le 21 août 1963 en deux originaux, en langue française.

Pour sa Majesté le Roi  
des Hellènes  
P. PIPINELIS

Pour le Président  
de la République Française  
G. CHARBONIERES

## ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλίας ἀποσκοποῦσα τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ τὴν θέσπισιν κανόνων ἀμοιβαίας διοικητικῆς ἐπικουρίας ἐν σχέσει πρὸς τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος.

Ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων καὶ ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἐπιθυμοῦντες τὴν ἀποφυγὴν, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ τὴν θέσπισιν κανόνων ἀμοιβαίας ἐπικουρίας ἐν σχέσει πρὸς τὸν φόρον τοῦ εἰσοδήματος, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν συμβάσεως καὶ διώρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τούτον, ὡς πληρεξούσιους τῶν:

Ἡ Α.Μ. ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων

τὴν Α.Ε. τὸν Κύριον Παναγιώτην Πιπινέλην Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν,

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας τὴν Α.Ε. τὸν Κύριον GUY CE GIRARD DE CHARBONNIERES Ἐκτακτὸν καὶ Πληρεξούσιον Πρέσβυν ἐν Ἀθήναις,

Οἱ ὅποιοι ἐπιδείξαντες τὰ σχετικὰ πληρεξούσιά των, εὐρέθεντα ἐν ἀπολύτῳ τάξει, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διατάξεων:

## Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς φόρους ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος οἱ ὅποιοι εἰσπραχθήσαν διὰ λογαριασμὸν ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, τῶν πολιτικῶν τῶν ὑποδιαιρέσεων καὶ τῶν κατὰ τόπους Κοινοτήτων, οἰονδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι τὸ σύστημα εἰσπράξεως.

Ὡς φόροι ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος θεωροῦνται οἱ φόροι οἱ ἐπιβαλλόμενοι ἐπὶ τοῦ συνολικοῦ εἰσοδήματος ἢ ἐπὶ στοιχείων εἰσοδήματος καθὼς καὶ οἱ φόροι ἐπὶ τῆς ὑπεραξίας.

2. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἀποσκοποῦν εἰς τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας, ἢ ὅποια θὰ ἠδύνατο νὰ προκύψῃ εἰς θάρος τῶν κατοικούντων εἰς ἐκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐκ τῆς ταυτοχρόνου ἢ διαδοχικῆς εἰσπραξεως ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἐτέρου Κράτους τῶν φόρων περιὼν ἢ ἀνωτέρω παράγραφος 1.

3. Οἱ ἐν ἰσχύϊ φόροι ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζεται ἡ παρούσα σύμβασις ἐντὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν εἶναι:

Α. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γαλλίαν:

- α) ὁ φόρος ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος τῶν φυσικῶν προσώπων
- β) ὁ συμπληρωματικὸς φόρος
- γ) ὁ φόρος ἐπὶ τῶν κερδῶν τῶν ἐταιριῶν καὶ ἄλλων νομικῶν προσώπων.

Β. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ἑλλάδα:

ὁ ἐνιαίος φόρος ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος τῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

4. Ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμόζῃται ἐπίσης ἐπὶ τῶν ἐπιβληθῶσιν τυχὸν φόρων παρομοίας ἢ ἀναλόγου φύσεως, οἱ ὅποιοι ἠθέλον προστεθῆναι εἰς τοὺς παρόντας φόρους ἢ ἠθέλον ἀντικαταστήσει αὐτούς. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ ἀνακοινῶσιν εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστου ἔτους, τὰς ἐπελθούσας εἰς τὴν φορολογικὴν νομοθεσίαν τῶν τροποποιήσεις κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγούμενου ἔτους.

5. Νοεῖται οἰκοθεν ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν ἢ φορολογικῆς νομοθεσίας ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ὑφίστατο τροποποιήσεις, αἱ ὅποια ἠθέλον ἐπηρεάσει αἰσθητῶς τὴν φύσιν ἢ τὸν χαρακτήρα τῶν φόρων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ ἀμφοτέρων τῶν Κρατῶν θὰ συμφωνήσουν ἀπὸ κοινοῦ διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τροποποιήσεων, αἵτινες θὰ ἔδει ἐνδεχόμενος νὰ ἐπέλθουν εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν.

## Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως:

1. Ὁ ὅρος «Γαλλία» ὑποδηλοῖ τὴν μητροπολιτικὴν Γαλλίαν καὶ τὰς Ὑπερποντίους περιοχὰς (Γκουαντελούπ, Γκυγιάν, Μαρτινίκαν καὶ Ρεϋνιόν).

Ὁ ὅρος «Ἑλλάς» ὑποδηλοῖ τὰ ἐδάφη τοῦ Ἑλληνικοῦ Βασιλείου.

2. Ὁ ὅρος «πρόσωπον» ὑποδηλοῖ:

- α) Πᾶν φυσικὸν πρόσωπον

β) Πᾶν νομικὸν πρόσωπον

γ) Πᾶσα ὁμάδα φυσικῶν προσώπων ἢ ὅποια δὲν ἔχει νομικὴν προσωπικότητα.

3. α) «Κάτοικος ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους» ὑποδηλοῖ πᾶν πρόσωπον τὸ ὅποιον θυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ ρηθέντος Κράτους, ὑπόκειται εἰς τὸν φόρον τοῦ Κράτους τούτου, λόγω τῆς κατοικίας, τῆς διαμονῆς του, τῆς ἔδρας τῆς διευθύνσεως του ἢ παντὸς ἐτέρου ἀναλόγου κριτηρίου.

β) Ὅσακις, κατὰ τὴν διάταξιν τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, ἐν φυσικὸν πρόσωπον θεωρεῖται ὡς κάτοικος ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἢ περιπτώσις ἐπιλύεται βάσει τῶν κατωθι ἀναφερομένων κανόνων:

αα) Τὸ πρόσωπον τοῦτο θεωρεῖται ὡς κάτοικος τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους εἰς τὸ ὅποιον διαθέτει μόνιμον κατοικίαν. Ἐὰν διαθέτει μόνιμον κατοικίαν εἰς ἀμφοτέρω τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη, θεωρεῖται ὡς κάτοικος ἐκείνου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν μετὰ τοῦ ὁποίου διατηρεῖ τοὺς πλέον στενοὺς προσωπικοὺς καὶ οἰκονομικοὺς δεσμοὺς (κέντρον ζωτικῶν συμφερόντων).

ββ) Ἐὰν τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος ὅπου τὸ πρόσωπον τοῦτο ἔχει τὸ κέντρον τῶν ζωτικῶν συμφερόντων του δὲν δύναται νὰ καθορισθῇ, ἢ ἐὰν τοῦτο δὲν διαθέτῃ μόνιμον κατοικίαν εἰς οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, θεωρεῖται ὡς κάτοικος τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, ὅπου ἔχει τὴν συνήθη διαμονὴν του.

γγ) Ἐὰν τὸ πρόσωπον τοῦτο ἔχη συνήθη διαμονὴν εἰς ἀμφοτέρω τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἢ εἰς οὐδὲν ἐξ αὐτῶν, θεωρεῖται ὡς κάτοικος τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου τυγχάνει ὑπήκοος.

δδ) Ἐὰν τὸ πρόσωπον τοῦτο τυγχάνῃ ὑπήκοος ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἢ οὐδενὸς ἐξ αὐτῶν αἱ ἀρμόδιαι διοικητικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐπιλύουν τὸ ζήτημα δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας.

γ) Ὅσακις, συμφώνως πρὸς τὴν διάταξιν τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, ἐν νομικὸν πρόσωπον θεωρεῖται ὡς κάτοικος ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, θεωρεῖται κάτοικος ἐκείνου τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὅπου εὐρίσκεται ἡ ἔδρα τῆς πραγματικῆς διευθύνσεως αὐτοῦ. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ διὰ προσωπικὰς Ἐταιρείας καὶ τὰς Ἐταιρείας ἐν γένει αἱ ὅποια συμφώνως πρὸς τοὺς διέποντας αὐτὰς ἐθνικοὺς νόμους στεροῦνται νομικῆς προσωπικότητος.

4. Ὁ ὅρος «μόνιμος ἐγκατάστασις» ὑποδηλοῖ καθωρισμένην ἐπαγγελματικὴν ἐγκατάστασιν ὅπου μία ἐπιχείρησις ἀσκεῖ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὴν δραστηριότητά της.

α) Εἰδικώτερον ἀποτελεῖ μόνιμον ἐγκατάστασιν:

αα) Ἡ ἔδρα διευθύνσεως

ββ) Ὑποκατάστημα

γγ) Γραφεῖον

δδ) Ἐργοστάσιον

εε) Ἐργαστήριον

στστ) Ὀρυχείον, λατομεῖον ἢ ἕτερος τόπος ἐξαγωγῆς φυσικοῦ πλοῦτου.

ζζ) Συνεργεῖον κατασκευῆς ἢ συναρμολογήσεως τοῦ ὅποιου ἡ διάρκεια ὑπερβαίνει τοὺς δώδεκα μῆνας.

β) Δὲν θεωρεῖται ὅτι ὑφίσταται μόνιμος ἐγκατάστασις ἐφ' ὅσον:

αα) γίνεται χρῆσις ἐγκαταστάσεων πρὸς τὸν μοναδικὸν σκοπὸν ἀποθηκεύσεως, ἐκθέσεως ἢ παραδόσεως ἐμπορευμάτων ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐπιχείρησιν.

ββ) διατηρεῖται ἀπόθεμα ἐμπορευμάτων ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐπιχείρησιν μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν ἀποθηκεύσεως, ἐκθέσεως ἢ παραδόσεως.

γγ) διατηρεῖται ἀπόθεμα ἐμπορευμάτων ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐπιχείρησιν μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν μεταποιήσεως ὑπὸ ἄλλης τινὸς ἐπιχειρήσεως.

δδ) μόνιμος τις ἐπαγγελματικὴ ἐγκατάστασις χρησιμοποιεῖται μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν ἀγορᾶς ἐμπορευμάτων ἢ συγκεντρώσεως πληροφοριῶν διὰ τὴν ἐπιχείρησιν.

εε) μόνιμος τις ἐπαγγελματικὴ ἐγκατάστασις χρησιμοποιεῖται μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν διαφημίσεως, παροχῆς πληροφοριῶν, ἐπιστημονικῆς ἐρεῦνης ἢ ἀναλόγων ἐνεργειῶν, αἱ ὅποια ἔχουν διὰ τὴν ἐπιχείρησιν προπαρασκευαστικὸν ἢ ἐπι-



βοηθητικόν χαρακτήρα.

γ) Πάν πρόσωπον ενεργούν εντός ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ λογαριασμόν ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους —ἐκτός ἐὰν πρόκειται περὶ αὐτονόμου πράκτορος ὡς προβλέπεται εἰς τὴν κατωτέρω παράγραφον (δ)—, θεωρεῖται ὡς ἔχον μόνιμον ἐγκατάστασιν ἐντός τοῦ πρώτου Κράτους ἐφ' ὅσον κέκτηται ἐντός τοῦ Κράτους τούτου ἐξουσίαν τὴν ὁποίαν ἀσκεῖ συνήθως ἐπιτρέπουσαν αὐτῷ νὰ συνάπτῃ συμβάσεις ἐπ' ὀνόματι τῆς ἐπιχειρήσεως, ἐκτός ἐὰν ἡ δραστηριότης τοῦ προσώπου τούτου περιορίζεται εἰς τὴν ἀγορὰν ἐμπορευμάτων διὰ τὴν ἐπιχείρησιν.

δ) Δὲν θεωρεῖται ὅτι μία ἐπιχείρησις ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἔχει μόνιμον ἐγκατάστασιν ἐντός τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους ἐκ μόνου τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη πραγματοποιεῖ ἐμπορικὰς πράξεις ἐν τῷ ἐτέρῳ τούτῳ Κράτει μέσῳ μεσίτου, γενικοῦ παραγγελειοδόχου ἢ οἰουδήποτε ἄλλου αὐτονόμου μεσάζοντος, ἐφ' ὅσον τὰ πρόσωπα ταῦτα ενεργούν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς συνήθους δραστηριότητός των.

ε) Τὸ γεγονός ὅτι μία ἐταιρία, τυγχάνουσα κάτοικος ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐλέγχεται ἢ ἐλέγχεται ὑπὸ μιᾶς ἐταιρίας οὔσης κατοίκου τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους ἢ πραγματοποιούσης ἐμπορικὰς πράξεις ἐντός τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους ἔστω μέσῳ μόνιμου ἢ μὴ ἐγκαταστάσεως) δὲν ἀρκεῖ, αὐτὸ καθ' ἑαυτὸ ὅπως χαρακτηρίσῃ οἰανδήποτε τῶν ἐταιριῶν τούτων ὡς μόνιμον ἐγκατάστασιν τῆς ἐτέρας.

δ. Ὁ ὅρος «ἀρμόδιαι Ἀρχαί» ὑποδηλοῖ: εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Ἑλλάδος, τὸν Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν, εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Γαλλίας, τὸν Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων ἢ τοὺς ἀντιπροσώπους των δεόντως ἐξουσιοδοτημένους.

6. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως ὑπὸ τοῦ ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, πᾶς ὅρος μὴ καθοριζόμενος ἐν αὐτῇ θὰ ἔχῃ τὴν σημασίαν, ἐκτός ἐὰν δὲν καθορίζεται ἄλλως ἐν τῷ κειμένῳ τῆς, ἢ ὁποία δίδεται ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων τοῦ ὑπ' ὅσιν Κράτους καθ' ὅσον ἀφορᾷ τοὺς φόρους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν.

### Ἄρθρον 3.

1. Τὸ εἰσόδημα ἐξ ἀκινήτου περιουσίας φορολογεῖται ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ἐντός τοῦ ὁποίου αὕτη εὐρίσκεται.

2. Ὁ ὅρος «ἀκίνητος περιουσία» καθορίζεται συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὅπου εὐρίσκεται ἡ ἀκίνητος περιουσία. Ὁ ὅρος οὗτος περιλαμβάνει εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὰ ἐξαρτήματα ἀκινήτου περιουσίας, τὰ γεωργικὰ ἐργαλεῖα, τὰς γεωργικὰς ἐγκαταστάσεις καὶ τὰ ζῶα τῶν γεωργικῶν καὶ δασικῶν ἐπιχειρήσεων, τὰ δικαιώματα ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἰδιωτικοῦ δικαίου αἱ ἀφορῶσαι τὴν ἔγγειον ἰδιοκτησίαν, τὴν ἐπικαρτίαν ἐπὶ τῆς ἀκινήτου περιουσίας καὶ τὰ ἐκ μεταβλητῶν ἢ παγίων ἐσόδων δικαιώματα διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν μεταλλικῶν στρωμάτων, πηγῶν καὶ ἐτέρων προϊόντων φυσικοῦ πλοῦτου. Τὰ σκάφη, τὰ πλοῖα καὶ τὰ ἀεροσκάφη δὲν θεωροῦνται ὡς ἀκίνητος περιουσία.

3. Αἱ διατάξεις τῶν ἀνωτέρω παραγράφων 1 καὶ 2 ἐφαρμόζονται ἐπὶ εἰσοδήματος προκύπτοντος ἐκ τῆς ἀμέσου ἐκμεταλλεύσεως, ἢ ἐκ τῆς μισθώσεως ἢ τῆς πακτώσεως ἢ ἐκ πάσης ἄλλης φύσεως ἐκμεταλλεύσεως τῆς ἀκινήτου περιουσίας, συμπεριλαμβανομένου τοῦ εἰσοδήματος τοῦ προερχομένου ἐκ γεωργικῶν ἢ δασικῶν ἐπιχειρήσεων. Ὡσαύτως, ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν κερδῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῆς μεταβίβασεως ἀκινήτου περιουσίας.

4. Αἱ διατάξεις τῶν ἀνωτέρω παραγράφων 1 ἕως 3 ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐπὶ εἰσοδήματος προερχομένου ἐξ ἀκινήτου περιουσίας ἄλλων ἐπιχειρήσεων ἐκτός τῶν γεωργικῶν καὶ δασικῶν τοιούτων καθὼς καὶ ἐπὶ εἰσοδήματος τῆς ἀκινήτου περιουσίας χρησιμοποιουμένης διὰ τὴν ἀσκήσιν ἐλευθερίου ἐπαγγέλματος.

### Ἄρθρον 4.

1. Τὰ κέρδη μιᾶς ἐπιχειρήσεως ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντός τοῦ Κράτους τούτου,

ἐφ' ὅσον ἡ ἐπιχείρησις δὲν ἀσκεῖ βιομηχανικὴν ἢ ἐμπορικὴν δραστηριότητα ἐντός τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους διὰ μόνιμου ἐν αὐτῷ ἐγκαταστάσεως. Ἐὰν ἡ ἐπιχείρησις ἀσκήσῃ τοιαύτην δραστηριότητα, δύναται τὸ ἕτερον Κράτος νὰ ἐπιβάλλῃ φόρον ἐπὶ τῶν κερδῶν τῆς ἐπιχειρήσεως, ἀλλὰ μόνον ἐπὶ ἐκείνων ἄτινα προέρχονται ἐκ τῆς ὡς ἄνω μόνιμου ἐγκαταστάσεως.

2. Ἐὰν ἐπιχείρησις ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀσκήσῃ βιομηχανικὴν ἢ ἐμπορικὴν δραστηριότητα ἐντός τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους διὰ μόνιμου ἐν αὐτῷ ἐγκαταστάσεως, τότε εἰς ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἡ μόνιμος ἐγκατάστασις θὰ θεωρῆται ὡς πραγματοποιήσασα τὰ κέρδη ἐκεῖνα, ἄτινα ὑπολογίζεται ὅτι θὰ ἐπραγματοποιεῖ ἐὰν ἦτο διάφορος καὶ ἀνεξάρτητος ἐπιχείρησις ἀσχολουμένη εἰς τὴν αὐτὴν ἢ παρομοίαν δραστηριότητα ὑπὸ παρομοίας ἢ ἀναλόγους συνθήκας καὶ ἐνεργούσα τελείως ἀνεξαρτήτως ἀπὸ τῆς ἐπιχειρήσεως τῆς ὁποίας ἀποτελεῖ μόνιμον ἐγκατάστασιν.

3. Κατὰ τὸν ὑπολογισμόν τῶν κερδῶν μόνιμου τινὸς ἐγκαταστάσεως, ἐκπίπτουνται αἱ δαπάναι αἱ διατεθεισαὶ διὰ τοὺς ἐπιδιωκόμενους ὑπὸ τῆς μόνιμου ἐγκαταστάσεως ταύτης σκοπούς, συμπεριλαμβανομένων τῶν διοικητικῶν καὶ διαχειριστικῶν ἐν γένει ἐξόδων, τῶν πραγματοποιημένων εἴτε ἐντός τοῦ Κράτους, ὅπου εὐρίσκεται ἡ μόνιμος αὕτη ἐγκατάστασις, εἴτε ἀλλοῦ.

4. Ἐὰν, εἰδισταὶ εἰς ἐν τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ὅπως τὰ κέρδη τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μόνιμου ἐγκαταστάσεως καθορίζονται διὰ τοῦ καταμερισμοῦ τῶν συνολικῶν κερδῶν τῆς ἐπιχειρήσεως μεταξὺ τῶν διαφόρων αὐτῆς πηγῶν, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου οὐδὲν ἄλλως ἐμποδίζουσι τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον Κράτος ἀπὸ τοῦ νὰ καθορίσῃ τὰ φορολογητέα κέρδη ἐπὶ τῇ βάσει τοιούτου καταμερισμοῦ κατὰ τὴν κρατοῦσαν συνθήκειαν. Ἐν τούτῳ ἡ χρησιμοποιουμένη μέθοδος καταμερισμοῦ δέον νὰ εἶναι τοιαύτη, ὥστε τὸ ἐπιτυγχανόμενον ἀποτέλεσμα νὰ εἶναι σύμφωνον πρὸς τὰς καθοριζόμενας ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀρχάς.

5. Οὐδὲν κέρδος δύναται νὰ καταλογισθῇ εἰς μόνιμον ἐγκατάστασιν λόγῳ ἀπλῆς ἀγορᾶς ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ μόνιμου ἐγκαταστάσεως ἐμπορευμάτων διὰ τὴν ἐπιχείρησιν.

6. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προηγουμένων παραγράφων τὰ κέρδη τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μόνιμου ἐγκαταστάσεως καθορίζονται κατ' ἔτος διὰ τῆς αὐτῆς μεθόδου, ἐκτός ἐὰν ὑπάρχουν βάσιμοι καὶ ἐπαρκεῖς λόγοι διὰ νὰ γίνῃ τὸ ἀντίθετον.

### Ἄρθρον 5.

Ἐὰν:

α) Ἐπιχείρησις ενός ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν μετέλῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως εἰς τὴν Διοίκησιν, ἔλεγχον ἢ κεφάλαιον ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους ἢ

β) τὰ αὐτὰ πρόσωπα συμμετέχουν ἀμέσως ἢ ἐμμέσως εἰς τὴν Διοίκησιν, ἔλεγχον ἢ τὸ κεφάλαιον ἐπιχειρήσεως ενός τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, καὶ εἰς ἕκαστον τῶν περιπτώσεων τίθενται ἢ ἐπιβάλλονται μεταξὺ τῶν δύο ἐπιχειρήσεων εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἢ οἰκονομικὰς τῶν σχέσεις ὅροι διάφοροι ἐκείνων, οἵτινες θὰ ἐτίθεντο μεταξὺ ἀνεξαρτήτων ἐπιχειρήσεων, τὰ κέρδη τὰ ὁποία ἐὰν δὲν ὑπῆρχον οἱ ὅροι οὗτοι: θὰ ἐπραγματοποιούντο ὑπὸ μιᾶς ἐκ τῶν ἐπιχειρήσεων ἀλλὰ λόγῳ τῶν ὄρων τούτων δὲν ἐπραγματοποιήθησαν, δύναται νὰ περιληφθῶν εἰς τὰ κέρδη τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης καὶ κατὰ συνέπειαν νὰ φορολογηθῶν ἀναλόγως.

### Ἄρθρον 6.

Τὰ εἰσοδήματα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως πλοίων εἰς διεθνή ἐπικοινωνίαν δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντός τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὅπου εἶναι νηολογημένα τὰ πλοῖα ταῦτα ἢ παρὰ τοῦ ὁποίου ἐφωδιασθησαν τοὺς τίτλους ἐθνικότητός των.

Τὰ εἰσοδήματα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως ἀεροσκαφῶν εἰς διεθνή ἐπικοινωνίαν, δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντός τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους ὅπου εὐρίσκεται ἡ ἔδρα τῆς πραγματικῆς διευθύνσεως τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιχειρήσεως.

## \*Άρθρον 7.

1. Τα εισοδήματα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκποιήσεως ἐταιρικής μερίδος ἐταιρείας κεφαλαίων δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντὸς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποίου ὁ μεταβιβάσας εἶναι κάτοικος.

2. Ἡ παράγραφος 1 δὲν ἐφαρμόζεται ὁσάκις ἡ ἐκποιήθεισα ἐταιρική μερίς, ἀποτελεῖ μέρος τοῦ ἐνεργητικοῦ τῆς μονίμου ἐγκαταστάσεως τὴν ὁποίαν ὁ μεταβιβάσας διαθέτει εἰς τὸ ἕτερον Κράτος. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 4.

## \*Άρθρον 8.

1. Αἱ ἐταιρεῖαι αἱ ἐδρεύουσαι ἐν Ἑλλάδι, αἵτινες ἔχουν μόνιμον ἐγκατάστασιν ἐν Γαλλίᾳ, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς πραγματοποιητέας διανομὰς κερδῶν, ὑπόκεινται εἰς τὸν ἐν Γαλλίᾳ φόρον τοῦ εισοδήματος τῶν φυσικῶν προσώπων, παρακρατήσεως εἰς τὴν πηγὴν, κατὰ τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 109—2 προϋποθέσεις τοῦ Γενικοῦ Φορολογικοῦ Κώδικος.

Ἐν τούτοις, τὸ τμήμα τῶν διανεμομένων κερδῶν τὸ ὁποῖον ὑπόκειται πράγματι εἰς τὴν ὡς ἄνω ἀναφερομένην παρακράτησιν δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίῃ τὸ ποσὸν τῶν πραγματοποιημένων κερδῶν ὑπὸ τῆς ἐν Γαλλίᾳ μονίμου ἐγκαταστάσεως τὸ ὁποῖον ἐλήφθη ὑπ' ὄψει διὰ τὴν βεβαίωσιν τοῦ φόρου τοῦ ἐπιβαλλομένου ἐπὶ τῶν πραγματοποιημένων κερδῶν ὑπὸ τῆς μονίμου ταύτης ἐγκαταστάσεως ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

2. Ἐταιρεία ἐδρεύουσα ἐν Ἑλλάδι δὲν δύναται νὰ ὑπόκειται ἐν Γαλλίᾳ εἰς τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παράγρ. 1 ἀνωτέρω παρακράτησιν, λόγω συμμετοχῆς τῆς εἰς τὴν διαχείρισιν ἢ τὸ κεφάλαιον ἐταιρείας τινὸς ἐδρεύουσης ἐν Γαλλίᾳ ἢ ἐνεκα οἰσθητέου ἄλλης σχέσεως μετὰ τῆς ἐταιρείας αὐτῆς, ἀλλὰ τὰ διανεμηθέντα κέρδη ὑπὸ τῆς τελευταίας αὐτῆς ἐταιρείας τὰ ὑποκείμενα εἰς τὴν ἐν λόγω παρακράτησιν αὐξάνονται, διὰ τὴν βεβαίωσιν τῆς εἰρημένης παρακρατήσεως κατὰ περίπτωσιν κατὰ τὰ κέρδη ἢ προνόμια, τὰ ὁποῖα ἡ ἐδρεύουσα ἐν Ἑλλάδι ἐταιρεία θὰ ἐλάμβανεν ἐμμέσως ἀπὸ τὴν ἐδρεύουσαν ἐν Γαλλίᾳ Ἐταιρείαν ὑπὸ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον 5 προϋποθέσεις τῆς διπλῆς φορολογίας ἀποφευγομένης εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ κέρδη καὶ τὰ προνόμια ταῦτα, διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς διατάξεως τοῦ ἄρθρου 21.

## \*Άρθρον 9.

1. Τὰ διανεμόμενα μερίσματα ὑπὸ ἐταιρείας ἐδρεύουσης ἐντὸς ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν φορολογοῦνται εἰς τὸ Κράτος τοῦτο.

Ἐν τούτοις, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 21 κατωτέρω ὁσάκις ὁ μέτοχος εἶναι κάτοικος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, τὸ τελευταῖον τοῦτο Κράτος διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ φορολογήσῃ τὰ μερίσματα ταῦτα συμφώνως πρὸς τὴν γενικὴν νομοθεσίαν του, ἐκτὸς ἐὰν ὁ μέτοχος οὗτος δὲν διαθέτῃ μόνιμον ἐγκατάστασιν ἐντὸς τοῦ Κράτους τῆς πηγῆς τῶν μερισμάτων καὶ ὅ,τι ἡ τοιαύτη συμμετοχὴ ἐξ ἧς προέρχονται τὰ μερίσματα δὲν ἀποτελεῖ περιουσιακὸν στοιχεῖον τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης. Εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτὴν ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 4.

2. Θεωροῦνται ὡς «μερίσματα» ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1 τὰ προϊόντα τῶν μετοχῶν τῶς ἰδρυτικῶν τίτλων καὶ τῶν μεριδίων τῶν δικαιούχων καθὼς καὶ τὰ εισοδήματα ἄλλων ἐταιρικῶν μερίδων φορολογούμενα ὡς τὰ ἐκ μετοχῶν εισοδήματα, συμφώνως πρὸς τὴν φορολογικὴν νομοθεσίαν τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ἡ διανεμούσα ἐταιρεία εἶναι κάτοικος.

## \*Άρθρον 10.

1. Οἱ τόκοι οἱ προκύπτοντες ἐντὸς τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν οἱ καταβαλλόμενοι εἰς κάτοικον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους φορολογοῦνται εἰς τὸ ἕτερον τοῦτο Κράτος.

2. Ἐν τούτοις τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον προκύπτουν οἱ τόκοι οἱ καταβαλλόμενοι εἰς κάτοικον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ὅπως φορολογήσῃ τοὺς τόκους τούτους κατὰ τὴν ἰδικὴν του νομοθεσίαν. Ἐὰν ἀσκήσῃ τοιοῦτον δικαίωμα, ὁ φορολογικὸς συντελε-

στῆς τοῦ ἐπιβαλλομένου φόρου δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίῃ τοὺς συντελεστὰς τοὺς καθοριζομένους εἰς τὴν κατωτέρω παράγραφον 3.

3. α) Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν Γαλλίαν:

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἰσχυουσῶν διατάξεων τῆς γαλλικῆς φορολογικῆς νομοθεσίας, ἡ φορολογία τῶν τόκων τῶν ὁμολογιῶν καὶ ἐτέρων διαπραγματευσίμων τίτλων δανείων προερχομένων ἐκ γαλλικῶν πηγῶν καὶ καταβαλλομένων εἰς πρόσωπα διαμένοντα ἐν Ἑλλάδι περιορίζεται εἰς 12 ο). Οἱ πάσης φύσεως ἕτεροι τόκοι οἱ κτώμενοι ὑπὸ προσώπων κατοίκων Ἑλλάδος ἀπαλλάσσονται τοῦ φόρου.

β) Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν Ἑλλάδα:

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἐν ἰσχύϊ διατάξεων τῆς ἐλληνικῆς φορολογικῆς νομοθεσίας, ἡ φορολογία τῶν πάσης φύσεως τόκων τῶν προερχομένων ἐξ ἐλληνικῶν πηγῶν καὶ καταβαλλομένων εἰς πρόσωπα διαμένοντα ἐν Γαλλίᾳ δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ 10 ο).

4. Ὁ ὅρος «τόκοι», χρησιμοποιούμενος ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ, ὑποδηλοῖ τὰ εισοδήματα τὰ προερχόμενα ἐκ Κρατικῶν χρεωγράφων, ὁμολογιῶν, δανείων ἐξ ἐνυποθήκων ἢ μὴ ἢ ἐχόντων δικαίωμα συμμετοχῆς εἰς κέρδη ἢ πιστώσεις παντὸς εἴδους, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο εισόδημα ἐξομοιούμενον ὑπὸ τῆς φορολογικῆς νομοθεσίας πρὸς εισόδημα ἐκ δανείων.

5. Αἱ διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων δὲν ἐφαρμόζονται ὁσάκις ὁ λαμβάνων τοὺς τόκους, κάτοικος ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διατηρεῖ εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος ἐντὸς τοῦ ὁποίου προκύπτουν οἱ τόκοι οὗτοι, μόνιμον ἐγκατάστασιν, πρὸς ἣν ἢ ἐκ δανείου ἀπαίτησις ἐξ ἧς προκύπτουν οἱ τόκοι ἔχει ἄμεσον σχέσιν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 4.

## \*Άρθρον 11.

1. Δικαιώματα προκύπτοντα ἐντὸς ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ καταβαλλόμενα εἰς κάτοικον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους φορολογοῦνται εἰς τὸ ἕτερον τοῦτο Κράτος.

2. Ἐν τούτοις, τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον προκύπτουσι τὰ δικαιώματα διατηρεῖ τὸ ἐκ τῆς νομοθεσίας του ἀπορρέον δικαίωμα ὅπως φορολογήσῃ τὰ δικαιώματα ταῦτα. Πλὴν ὅμως τὸ ποσοστὸν τῆς φορολογίας τὸ ὁποῖον ἐπιβάλλει δὲν δύναται νὰ εἶναι ἀνώτερον τοῦ 5ο) ἐπὶ τοῦ ἀκαθαρίστου ποσοῦ τῶν εἰρημένων δικαιωμάτων.

Αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν δύο Κρατῶν ρυθμίζουν δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τὸν τρόπον ἐφαρμογῆς τοῦ περιορισμοῦ τούτου.

3. Ὁ ὅρος «δικαιώματα» χρησιμοποιούμενος ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὑποδηλοῖ τὰς πάσης φύσεως ἀντιπαροχὰς διὰ τὴν χρῆσιν ἢ δικαίωμα χρήσεως τοῦ συγγραφικοῦ δικαιώματος ἐπὶ φιλολογικῆς, καλλιτεχνικῆς ἢ ἐπιστημονικῆς ἐργασίας, διπλώματος εὑρεσιτεχνίας, βιομηχανικοῦ ἢ ἐμπορικοῦ σήματος, σχεδίου ἢ προτύπου μυστικῆς μεθόδου ἐπεξεργασίας ἢ συνταγῆς ὡς ἐπίσης διὰ τὴν χρῆσιν ἢ δικαίωμα χρήσεως βιομηχανικοῦ, ἐμπορικοῦ ἢ ἐπιστημονικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ πληροφοριῶν ἀφορωσῶν βιομηχανικὴν, ἐμπορικὴν ἢ ἐπιστημονικὴν πείραν.

4. Τὰ κέρδη καὶ τὰ ὀφέλη τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μεταβιβάσεως οἰουδήποτε περιουσιακοῦ στοιχείου ἢ δικαιωμάτων ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 φορολογοῦνται μόνον εἰς τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος τοῦ ὁποίου ὁ μεταβιβάσας τυγχάνει κάτοικος.

5. Δὲν θεωροῦνται ὡς δικαιώματα:

— σταθεραὶ ἢ μεταβληταὶ πληρωμαὶ διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὄρυχείου, λατομείου ἢ ἄλλου τόπου ἐξαγωγῆς φυσικοῦ πλούτου. Διὰ τὰ εισοδήματα ταῦτα ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 3 τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ τὴν φορολογίαν τῶν εισοδημάτων τῶν προερχομένων ἐξ ἀκινήτου περιουσίας.

— τὰ καταβληθέντα ποσὰ διὰ τὴν μίσθωσιν ἢ διὰ τὸ δικαίωμα χρησιμοποίησεως κινηματογραφικῶν ταινιῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτὴν ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 4, τὸ ὁποῖον ἀφορᾷ τὴν φορολογίαν τῶν βιομηχανικῶν καὶ ἐμπορικῶν κερδῶν.

6. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1, 2 καὶ 4 δὲν ἐφαρμόζονται ὁσάκις ὁ λαμβάνων τὰ δικαιώματα κάτοικος ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διατηρεῖ εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος

λόμενον Κράτος, ἐν ᾧ προκύπτουσι τὰ δικαιώματα ταῦτα, μόνιμον ἐγκατάστασιν ἢ σταθερὰν βάσην διὰ τὴν ἀσκήσιν ἐλευθερίου τινος ἐπαγγέλματος ἢ ἑτέραν ἀνεξάρτητον δραστηριότητα πρὸς ἃς ἡ πηγή ἐξ ἧς προκύπτουσι τὰ δικαιώματα ἔχει ἄμεσον σχέσιν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἐφαρμόζεται τὸ ἄρθρον 4 ἢ τὸ ἄρθρον 16, κατὰ περίπτωσιν, τῆς παρούσης συμβάσεως.

7. Ἐὰν ἡ ἀντιπαροχὴ εἶναι ἀνωτέρα ἐνὸς πραγματικοῦ καὶ εὐλόγου ποσοῦ καταβαλλομένου διὰ τὰ δικαιώματα δὲν ἐφαρμόζεται ὁ προβλεπόμενος εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 2 περιορισμός, ἐντὸς τοῦ Κράτους τοῦ ὀφειλέτου, εἰμὴ ἐπὶ τοῦ μέρους τοῦ δικαιώματος τούτου τὸ ὁποῖον ἀντιστοιχεῖ εἰς ἓν πραγματικὸν καὶ εὐλόγον ποσόν.

Ἄρθρον 12.

Ἰπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρω ἁρθρου 14, αἱ συντάξεις καὶ αἱ ἰσόβιοι παροχαὶ δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντὸς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους τοῦ ὁποῖου ὁ λαμβάνων τυγχάνει κάτοικος.

Ἄρθρον 13.

1. Ἰπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρω ἁρθρου 14, τὰ ἡμερομίσθια, μισθοὶ καὶ ἕτεροι παρόμοιοι ἀμοιβαὶ κτώμενοι ὑπὸ κατοικοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δι' ἔμμισθον ἀπασχόλησιν δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντὸς τοῦ Κράτους τούτου καὶ ἐφ' ὅσον ἡ ἀπασχόλησις δὲν γίνεται ἐντὸς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους. Ἐὰν ἡ ἔμμισθος ἀπασχόλησις ἀσκήθῃ ἐντὸς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους αἱ οὕτω κτώμεναι ἀμοιβαὶ φορολογοῦνται ἐντὸς τοῦ ἐτέρου τούτου Κράτους.

2. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1 αἱ ἀποζημιώσεις αἱ κτώμεναι ὑπὸ κατοικοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἔναντι ἔμμισθου ἀπασχόλησεως ἐντὸς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ ἐντὸς τοῦ πρώτου Κράτους ἐάν:

α) ὁ λαμβάνων διαμένει ἐν τῷ ἐτέρῳ Κράτει ἐπὶ χρονικὸν διάστημα ἢ χρονικὰ διαστήματα μὴ ὑπερβαίνοντα συνολικῶς τὰς 183 ἡμέρας κατὰ τὸ οἰκείον φορολογικὸν ἔτος.

β) αἱ ἀποζημιώσεις καταβάλλονται ὑπὸ ἢ ἐπ' ὀνόματι ἐργοδότη ὁ ὁποῖος εἶναι κάτοικος τοῦ ἐτέρου Κράτους, καὶ

γ) αἱ ἀποζημιώσεις δὲν ἐκπίπτουν ἐκ τῶν κερδῶν μόνιμου ἐγκαταστάσεως ἢ σταθερᾶς βάσεως αἰτινες διατηροῦνται ὑπὸ τοῦ ἐργοδότη ἐν τῷ ἐτέρῳ Κράτει.

3. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἁρθρου αἱ ἀναλογοῦσαι ἀποζημιώσεις:

α) δι' ὑπηρεσίας παρασχεθείσας ἐπὶ πλοίου ἐνεργούντος διεθνείας μεταφορᾶς φορολογοῦνται εἰς τὸ Κράτος εἰς ὃ εἶναι νηολογημένον τὸ πλοῖον τοῦτο ἢ παρὰ τοῦ ὁποῖου ἐφωδιάσθη μὲ τούτους τίτλους τῆς ἐθνικότητός του.

β) δι' ὑπηρεσίας παρασχεθείσας ἐπὶ ἀεροσκάφους ἐνεργούντος διεθνείας μεταφορᾶς φορολογοῦνται εἰς τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος ὅπου εὐρίσκεται ἡ ἔδρα τῆς πραγματικῆς διοικήσεως τῆς ἐπιχειρήσεως.

Ἄρθρον 14.

1. Ἀποζημιώσεις αἱ ὁποῖαι ἐχορηγήθησαν ὡς ἡμερομίσθια, συμπληρωματικαὶ ἀμοιβαὶ, μισθοὶ καὶ συντάξεις ὑφ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἢ ὑφ' ἐνὸς νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου τοῦ Κράτους τούτου, ἔναντι διοικητικῶν ἢ στρατιωτικῶν ὑπηρεσιῶν παρεχομένων ἢ παρασχεθεισῶν, φορολογοῦνται εἰς τὸ Κράτος τούτου.

2. Ἡ παράγραφος 1 δὲν ἐφαρμόζεται:

— Ὅσῳκις αἱ ἀποζημιώσεις χορηγοῦνται εἰς πρόσωπα ἔχοντα τὴν ἐθνικότητα τοῦ ἐτέρου Κράτους, χωρὶς νὰ εἶναι ταυτοχρόνως καὶ ὑπήκοοι τοῦ πρώτου Κράτους. Εἰς τὴν περίπτωσην αὐτὴν αἱ ἀμοιβαὶ φορολογοῦνται ἀποκλειστικῶς εἰς τὸ Κράτος εἰς ὃ τὰ πρόσωπα ταῦτα κατοικοῦν.

— Ὅσῳκις αἱ ἀποζημιώσεις καταβάλλονται λόγῳ ὑπηρεσιῶν παρασχεθεισῶν ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ἐμπορικῆς ἢ βιομηχανικῆς τινος δραστηριότητος ἀσκηθείσης, δι' ἐπικερδεῖς σκοπούς, ὑφ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἢ ὑφ' ἐνὸς νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου τοῦ Κράτους τούτου.

3. Ἡ ιδιότης τοῦ νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου καθορίζεται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ τὸ νομικὸν πρόσωπον συνεστήθη.

Ἄρθρον 15.

1. Τὰ ποσοστά, ἀμοιβαὶ, παραστάσεως καὶ ἄλλαι παρόμοιοι ἀμοιβαὶ τὰς ὁποῖας κάτοικος τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν λαμβάνει ὑπὸ τὴν ιδιότητά του ὡς μέλους τοῦ διοικητικοῦ ἢ ἐποπτικοῦ συμβουλίου ἐταιρείας κατοικοῦ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, φορολογοῦνται εἰς τὸ ἕτερον τοῦτο Κράτος.

2. Αἱ ἀμοιβαὶ τὰς ὁποῖας λαμβάνουν τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 πρόσωπα ὑπὸ ἄλλην τινὰ ιδιότητα, ὑποκεινται ἀναλόγως τοῦ εἴδους των εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθρου 13 ἢ τοῦ ἁρθρου 16.

Ἄρθρον 16.

1. Εἰσοδήματα κτώμενα ὑπὸ κατοικοῦ τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐκ τῆς ἀσκήσεως ἐλευθερίου τινὸς ἐπαγγέλματος ἢ ἄλλης ἀνεξαρτήτου δραστηριότητος παρομοίας φύσεως φορολογοῦνται εἰς τὸ Κράτος τοῦτο, ἐφ' ὅσον τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν διαθέτει συνήθως εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος σταθερὰν βάσην διὰ τὴν ἀσκήσιν τῆς τοιαύτης δραστηριότητός του. Ἐὰν διαθέτῃ τοιαύτην βάσην, τὸ μέρος τῶν εἰσοδημάτων, τὸ ὁποῖον προέρχεται ἐκ τῆς βάσεως ταύτης φορολογεῖται εἰς τὸ ἕτερον τοῦτο Κράτος.

2. Θεωροῦνται ὡς ἐλευθέρια ἐπαγγέλματα, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἁρθρου, κυρίως ἡ ἐπιστημονικὴ καλλιτεχνικὴ, φιλολογικὴ, διδασκαλικὴ ἢ παιδαγωγικὴ δραστηριότης καθὼς καὶ ἡ τοιαύτη τῶν ἰατρῶν, δικηγόρων, ἀρχιτεκτόνων ἢ μηχανικῶν.

Ἄρθρον 17.

Τὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα λαμβάνει σπουδαστῆς ἢ μαθητευόμενος προερχόμενος ἐξ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ παραμένων εἰς τὸ ἕτερον Κράτος ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον διὰ τὸν σκοπὸν τῆς ἐκπαίδευσεως ἢ τῆς ἐξάσκησός του, διὰ τὴν συντήρησιν, ἐκπαίδευσιν ἢ ἐξάσκησιν του δὲν φορολογοῦνται ἐν τῷ ἐτέρῳ Κράτει, ἐφ' ὅσον τὰ ποσὰ ταῦτα προέρχονται ἐκ πηγῶν εὐρισκομένων ἐκτὸς τοῦ ἐτέρου τούτου Κράτους.

Ἄρθρον 18.

Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ εἰσοδήματα τὰ κτώμενα ὑπὸ προσωπικοῦ δημοσίας ψυχαγωγίας ὡς καλλιτέχνην τοῦ θεάτρου, κινηματογράφου, ραδιοφώνου ἢ τηλεοράσεως καὶ οἱ μουσικοὶ ὡς καὶ οἱ ἀθληταὶ ἐκ τῆς προσωπικῆς αὐτῶν δράσεως ὡς τοιούτων φορολογοῦνται εἰς τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος ὅπου ἀσκεῖται ἡ τοιαύτη δραστηριότης.

Ἄρθρον 19.

Οἱ καθηγηταὶ, καὶ οἱ διδάσκαλοι ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, οἱ ὁποῖοι, κατὰ τὸ διάστημα παραμονῆς των μὴ ὑπερβαίνον τὰ δύο ἔτη εἰσπράττουν ἀποζημιώσιν διὰ τὴν διδασκαλίαν εἰς Πανεπιστήμιον ἢ εἰς ἕτερον ἐκπαιδευτικὸν ἴδρυμα τοῦ ἐτέρου Κράτους, δὲν φορολογοῦνται διὰ τὴν ἀμοιβὴν ταύτην εἰμὴ μόνον εἰς τὸ πρῶτον Κράτος.

Ἄρθρον 20.

Τὰ εἰσοδήματα, τὰ ὁποῖα δὲν ἀναφέρονται εἰς τὰ προηγούμενα ἄρθρα δὲν φορολογοῦνται εἰμὴ εἰς τὸ Συμβαλλόμενον Κράτος τοῦ ὁποῖου ὁ λαμβάνων τυγχάνει κάτοικος ἐφ' ὅσον τὰ εἰσοδήματα ταῦτα δὲν συνδέονται μὲ τὴν δραστηριότητα μόνιμου τινὸς ἐγκαταστάσεως τὴν ὁποῖαν διατηρεῖ ὁ λαμβάνων εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος.

Ἄρθρον 21.

Ἐξυπακούεται ὅτι ἡ διπλῆ φορολογία θὰ ἀποφευχθῇ διὰ τοῦ ἀκολουθοῦντος τρόπου.

Α'. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γαλλίαν:

1. Τὰ εἰσοδήματα, πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὰς παραγράφους 3 ἕως 5 κατωτέρω, ἀπαλλάσσονται τοῦ γαλλικοῦ φόρου τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὸ 1ον ἄρθρον, παράγραφος 3Α τῆς παρούσης συμβάσεως, ὅσῳκις ἡ φορολογία τῶν εἰσοδημάτων τούτων ἔχει παραχωρηθῆ εἰς τὴν Ἑλλάδα.

2. 'Ανεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, οἱ γαλλικοὶ φόροι οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὴν παράγραφον ταύτην δύνανται νὰ ὑπολογισθοῦν ἐπὶ τῶν εἰσοδημάτων τῶν φορολογουμένων ἐν Γαλλίᾳ δυνάμει τῆς παρούσης συμβάσεως κατὰ τὸ ποσοστὸν τὸ ἀντιστοιχοῦν εἰς τὸ σύνολον τῶν εἰσοδημάτων τῶν φορολογουμένων συμφώνως πρὸς τὴν γαλλικὴν νομοθεσίαν.

3. "Ὅσον ἀφορᾷ τὰ εἰσοδήματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 9, τὰ προερχόμενα ἐξ ἑλληνικῶν πηγῶν καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἔχει ἐνεργηθῆ ἢ παρακράτησις τοῦ ἑλληνικοῦ φόρου, ἡ Γαλλία παρέχει εἰς τὸν δικαιούχον τῶν εἰσοδημάτων τούτων κάποιον Γαλλίας ἔκπτωσιν φόρου. Ὡς ἐκ τῆς παρούσης καταστάσεως ἀπορροῦσης ἐκ τῆς φορολογικῆς νομοθεσίας ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, τὸ ποσὸν τῆς ἐκπτώσεως αὐτῆς, ἣτις θεωρεῖται ὡς ἑλληνικὸς φόρος ὀριστικῶς καταβληθεὶς καθορίζεται κατ' ἀποκοπὴν εἰς ποσοστὸν ἀντιστοιχοῦν εἰς τὸ ποσὸν τῆς διενεργουμένης ἐν Γαλλίᾳ παρακράτησεως εἰς τὴν πηγὴν ἐπὶ τῶν μερισμάτων συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τοῦ κοινοῦ δικαίου.

4. "Ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τόκους τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ ἄρθρον 10, προερχομένους ἐξ ἑλληνικῶν πηγῶν καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐνεργηθῆ ἢ παρακράτησις τοῦ ἑλληνικοῦ φόρου ἀπὸ τὰς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον τοῦτο προϋποθέσεις, ἡ Γαλλία παρέχει εἰς τὸν δικαιούχον τῶν ἐν λόγῳ τόκων κάποιον Γαλλίας ἔκπτωσιν φόρου. Ὡς ἐκ τῆς παρούσης καταστάσεως ἀπορροῦσης ἐκ τῆς φορολογικῆς νομοθεσίας ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, τὸ ποσὸν τῆς ἐκπτώσεως αὐτῆς, ἣτις θεωρεῖται ὡς ἑλληνικὸς φόρος ὀριστικῶς καταβληθεὶς, καθορίζεται κατ' ἀποκοπὴν εἰς ποσοστὸν 10 ο). Ἡ ἔκπτωσις αὕτη συμψηφίζεται:

— ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τόκους ὁμολογιῶν καὶ ἐτέρους διαπραγματευσίμους τίτλους δανείων: εἴτε κατὰ τὴν παρακράτησιν τοῦ φόρου εἰς τὴν πηγὴν, εἴτε εἰς τὸν συμπληρωματικὸν φόρον καὶ τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος τῶν φυσικῶν προσώπων, εἴτε ἀκόμη εἰς τὸν φόρον τῶν ἐταιριῶν τοὺς ὁποίους ὀφείλει ὁ δικαιούχος τῶν τόκων, κατὰ περίπτωσιν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν κανόνων τοῦ κοινοῦ δικαίου.

— ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τόκους οἰωνθῆποτε ἄλλων δανείων: εἴτε ἐπὶ τοῦ συμπληρωματικοῦ φόρου καὶ τοῦ φόρου ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος τῶν φυσικῶν προσώπων, εἴτε ἐπὶ τοῦ φόρου ἐπὶ τῶν ἐταιριῶν, τοὺς ὁποίους ὀφείλει ὁ δικαιούχος τῶν τόκων ἐπὶ τῶν ἰδίων αὐτοῦ εἰσοδημάτων.

5. "Ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 11, προερχόμενα ἐξ ἑλληνικῶν πηγῶν καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιβλήθη ὁ ἑλληνικὸς φόρος ὑπὸ τὰς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον τοῦτο προϋποθέσεις, ἡ Γαλλία παρέχει εἰς τὸν δικαιούχον τῶν δικαιωμάτων τούτων κάποιον Γαλλίας ἔκπτωσιν τοῦ φόρου, ἢ ὁποῖα ἀντιστοιχεῖ εἰς τὸ ποσὸν τοῦ ἑλληνικοῦ τοιοῦτου καὶ συμψηφίζεται εἴτε εἰς τὸν συμπληρωματικὸν φόρον καὶ, κατὰ περίπτωσιν, εἰς τὸν φόρον ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος τῶν φυσικῶν προσώπων, εἴτε εἰς τὸν φόρον τῶν ἐταιριῶν τοὺς ὁποίους ὀφείλει ὁ λαμβάνων ἐπὶ τῶν ἰδίων αὐτοῦ εἰσοδημάτων.

## B. "Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ἑλλάδα:

'Ανεξαρτήτως πάσης ἄλλης διατάξεως τῆς παρούσης συμβάσεως, ἡ Ἑλλάς καθορίζουσα τοὺς φόρους, οἱ ὁποῖοι πλῆττον τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα εἶναι κάτοικοι τοῦ ἐδάφους τῆς, δύνανται νὰ συμπεριλάβῃ εἰς τοὺς φόρους τούτους ἀπάσας τὰς κατηγορίας τῶν ὑποκειμένων εἰς φορολογίαν εἰσοδημάτων δυνάμει τῆς Ἑλληνικῆς Φορολογικῆς Νομοθεσίας, ὡς ἐὰν ἢ παρῶσα σύμβασις δὲν ὑφίσταται. Ἐν τούτοις, ἡ Ἑλλάς θὰ ἐκπέσῃ ἐκ τῶν οὕτως ὑπολογισθέντων φόρων τὸ ποσὸν τοῦ γαλλικοῦ φόρου ὁ ὁποῖος πλῆττε: τὰ προκύπτοντα ἐν Γαλλίᾳ εἰσοδήματα καὶ τὰ ὁποῖα ὑπόκεινται εἰς τὴν φορολογίαν τῶν δύο Συμβαλλομένων Κρατῶν, τῆς ἐκπτώσεως αὐτῆς περιοριζομένης πάντως εἰς τὸ κλάσμα τοῦ ἑλληνικοῦ φόρου τοῦ ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὴν ὑπάρχουσαν σχέσιν μεταξὺ τῶν περὶ τῶν ὁ λόγος εἰσοδημάτων καὶ τοῦ συνολικοῦ εἰσοδήματος τοῦ φορολογουμένου ἐν Ἑλλάδι.

## "Ἄρθρον 22.

1. Οἱ ὑπήκοοι ἐνὸς Συμβαλλομένου Κρατῶν δὲν ὑποβάλλονται εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς οὐδεμίαν φορολογίαν ἢ σχετικὴν ἐπιβάρυνσιν, ἢ ὁποῖα εἶναι διάφορος ἢ βαρύτερα τῆς φορολογίας ἢ τῶν σχετικῶν ὑποχρεώσεων εἰς τὰς ὁποίας ὑπόκεινται ἢ δύνανται νὰ ὑπαχθῶσιν αἱ ὑπήκοοι τοῦ ἑτέρου τούτου Κράτους εὐρισκόμενοι ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας.

2. Εἰδικότερον, οἱ ὑπήκοοι ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους οἱ ὁποῖοι φορολογοῦνται εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος ἀπολαύουν ὑπὸ τὰς ἰδίας μετὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ τελευταίου τούτου Κράτους προϋποθέσεις, ἐξαίρεσεων, ἀπαλλαγῶν, ἐκπτώσεων καὶ μειώσεων οἰωνθῆποτε φόρων χορηγουμένων δι' οἰκογενειακὰ βάρη.

3. Ὁ ὅρος «ὑπήκοοι» σημαίνει:

α) "Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γαλλίαν, πάντα τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα κέκτηνται τὴν γαλλικὴν ὑπηκοότητα.

β) "Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ἑλλάδα, πάντα τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα κέκτηνται τὴν ἑλληνικὴν ὑπηκοότητα.

γ) Πάντα τὰ νομικὰ πρόσωπα προσωπικῆς ἐταιρείας καὶ πάσης φύσεως ἐταιρείας συσταθείσας συμφώνως πρὸς τὴν ἐν ἰσχύϊ εἰς ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος νομοθεσίαν.

4. Οἱ ἀπάτριδες δὲν ὑπόκεινται ἐντὸς ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους εἰς οὐδεμίαν φορολογίαν ἢ σχετικὴν ὑποχρέωσιν, ἣτις εἶναι διάφορος ἢ βαρύτερα τῶν φορολογιῶν καὶ τῶν σχετικῶν ὑποχρεώσεων εἰς τὰς ὁποίας ὑπόκεινται ἢ θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ ὑπαχθῶσιν οἱ ὑπήκοοι τοῦ Κράτους τούτου εὐρισκόμενοι ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας.

5. Ἡ φορολογία μονίμου ἐγκαταστάσεως τὴν ὁποίαν ἐπιχειρήσιν τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους διατηρεῖ εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος δὲν ἐπιβάλλεται εἰς τὸ ἕτερον τοῦτο Κράτος κατὰ τρόπον ὀλιγώτερον εὐνοϊκὸν τῆς φορολογίας τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου τούτου Κράτους αἱ ὁποῖαι ἀσχοῦν τὴν ἰδίαν δραστηριότητα ὑπὸ τὰς ἰδίας προϋποθέσεις.

Ἡ διάταξις αὕτη δὲν δύναται νὰ ἐρμηνευθῆ ὡς ὑποχρεῖται ἐν Συμβαλλόμενον Κράτος νὰ παραχωρήσῃ εἰς τοὺς κατοίκους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους τὰς προσωπικὰς ἐκπτώσεις, ἀπαλλαγὰς καὶ μειώσεις τοῦ φόρου ἀναλόγως τῆς καταστάσεως ἢ τῶν οἰκογενειακῶν βάρων τὰς ὁποίας παραχωρεῖ εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ κατοίκους.

6. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους, τῶν ὁποίων τὸ κεφάλαιον ἐν ὄλῳ ἢ ἐν μέρει ἀμέσως ἢ ἐμμέσως ἀνήκει ἢ ἐλέγχεται ὑφ' ἐνὸς ἢ πλειόνων κατοίκων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ πρῶτον Συμβαλλόμενον Κράτος εἰς οὐδεμίαν φορολογίαν ἢ σχετικὴν ὑποχρέωσιν, ἣτις εἶναι διάφορος ἢ βαρύτερα τῶν φορολογιῶν καὶ τῶν σχετικῶν ὑποχρεώσεων εἰς τὰς ὁποίας ὑπόκεινται ἢ δύνανται νὰ ὑπαχθῶσιν αἱ ἄλλαι ἐπιχειρήσεις τοῦ αὐτοῦ εἴδους τοῦ πρῶτου τούτου Κράτους.

7. Ὁ ὅρος «φορολογία» ὑποδηλοῖ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ τοὺς πάσης φύσεως ἢ κατονομασίας φόρους.

## "Ἄρθρον 23.

1. Αἱ φορολογικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται ὅπως ἀνταλλάσῃσι πληροφορίας, αἵτινες κατὰ τοὺς οἰκείους νόμους τῶν δύο Κρατῶν εἶναι δυνατόν νὰ παρασχεθῶσιν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ὁμαλῆς λειτουργίας τῆς ὑπηρεσίας καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ εἶναι χρήσιμοι διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς βεβαιώσεως καὶ εἰσπράξεως τῶν φόρων τῶν προελεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως ὡς καὶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς φόρους τούτους, τῶν νομοθετικῶν διατάξεων σχετικῶν μὲ τὴν περιστολὴν τῆς φοροδιαφυγῆς.

2. Αἱ οὕτως ἀνταλλασσόμεναι πληροφορίαὶ θεωροῦμεναι ἀπόρητοι, δέον νὰ μὴ ἀποκαλύπτονται εἰς πρόσωπα ἕτερα ἐκεῖνων τὰ ὁποῖα εἶναι ἐπιφορτισμένα μὲ τὴν βεβαίωσιν καὶ τὴν εἰσπράξιν τῶν φόρων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως. Οὐδεμίαν πληροφορία ἀνταλλάσσεται ἐὰν πρόκειται νὰ ἀποκαλύψῃ ἐμπορικόν, βιομηχανικόν ἢ ἐπαγγελματικὸν μυστικόν. Ὅσακις τὸ Κράτος παρὰ τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἢ συμπαραστάσις κρίνει ὅτι ἡ παρεχομένη πληροφορία θέτει

έν κινδύνω τῆ κυριαρχία του δικαιώματα ἢ τὴν ἀσφάλειάν του ἢ ἀντίκειται εἰς τὰ γενικά του συμφέροντα, δύναται νὰ ἀρνηθῆ ταύτην.

3. Ἡ ἀνταλλαγή τῶν πληροφοριῶν δύναται νὰ λάβῃ χώραν εἴτε ἀνεπαγγέλτως εἴτε κατόπιν αἰτήσεως ἀφορώσης συγκεκριμένης περιπτώσεως. Αἱ ἀρμόδια Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν συμβουλευόνται ἀλλήλας διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ πίνακος τῶν ἐξ ἐπαγγέλματος ἀνταλλασσομένων πληροφοριῶν.

#### Ἄρθρον 24.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνοῦν ὅπως παρέχουν ἀμοιβαίαν βοήθειαν διὰ τὴν εἰσπραξίν συμφώνως πρὸς τοὺς ἰδίους αὐτῶν νομοθετικούς κανόνες ἢ σχετικὰς διατάξεις, τῶν φόρων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως καθὼς καὶ τῶν προσαυξήσεων, ἐπὶ πλέον δικαιωμάτων, τῶν δικαιωμάτων λόγῳ ὑπερημερίας, τόκων καὶ ἐξόδων, τῶν ἀναλογούντων εἰς τοὺς φόρους τούτους ἐφ' ὅσον τὰ ποσὰ ταῦτα ὀφείλονται ὀριστικῶς κατ' ἐφαρμογὴν τῶν νόμων ἢ τῶν διατάξεων τοῦ αἰτούντος Κράτους.

2. Ἡ αἴτησις ἢ ὅποια διατυπῶται πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἐγγράφων, τὰ ὅποια ἀπαιτοῦνται ὑπὸ τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν τοῦ αἰτούντος Κράτους ὥστε νὰ ἀποδεικνύεται ὅτι τὰ πρὸς εἰσπραξίν ποσὰ ὀφείλονται ὀριστικῶς.

3. Δυνάμει τῶν ἐγγράφων αὐτῶν αἱ κοινοποιήσεις καὶ τὰ μέτρα τὰ ὅποια ἀπαιτοῦνται διὰ τὴν εἰσπραξίν λαμβάνουν χώραν ἐντὸς τοῦ αἰτούντος Κράτους συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς ἐφαρμοζομένους διὰ τὴν εἰσπραξίν τῶν ἰδίων αὐτοῦ φόρων.

4. Αἱ πρὸς εἰσπραξίν φορολογικαὶ ἀπαιτήσεις ἀπολαοῦν τῶν ἰδίων ἐγγυήσεων καὶ προνομίων ὡς καὶ αἱ φορολογικαὶ ἀπαιτήσεις τῆς ἰδίας φύσεως τοῦ εἰσπράττοντος Κράτους.

5. Αἱ ἀμφισβητήσεις ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπαρξίν ἢ τὸ ποσὸν τῆς ἀπαιτήσεως δὲν δύναται νὰ ἀναχθῶν εἰμὴ μόνον ἐνώπιον τοῦ ἀρμοδίου φορολογικοῦ δικαστηρίου τοῦ αἰτούντος Κράτους.

#### Ἄρθρον 25.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς φορολογικὰς ἀπαιτήσεις τὰς μὴ εἰσέτι παραγραφείσας, αἱ φορολογικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἔχοντος τὴν ἀπαιτήσιν Κράτους δύναται νὰ ζητήσῃ πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν δικαιωμάτων του, ἀπὸ τὰς ἀρμοδίας φορολογικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Κράτους ὅπως λάβουν τὰ ἐπιτρεπόμενα ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ τῶν κανονισμῶν αὐτοῦ συντηρητικὰ μέτρα.

#### Ἄρθρον 26.

1. Ὅσῳκις πρόσωπον κάτοικος ἐνὸς Συμβαλλομένου Κράτους κρίνεται ὅτι τὰ λαμβανόμενα μέτρα ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἐτέρου ἢ ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν συνεπάγονται ἢ θὰ συνεπάγονται διὰ τοῦτο φορολογίαν, ἣτις δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται, ἀνεξαρτήτως τῶν προσφυγῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν Ἑθνικῶν νομοθεσιῶν, νὰ θέσῃ ὑπ' ὅψιν τὴν περίπτωσιν τοῦ ἐνώπιον τῆς ἀρμοδίας Ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου Κράτους, τοῦ ὁποίου τυγχάνει κάτοικος.

2. Ἐὰν ἡ αἴτησις ἤθελε γίνεαι δεκτὴ ἢ εἰρημένῃ ἀρμόδια Ἀρχή, ὅσῳκις δὲν δύναται νὰ ἐξεύρῃ ἱκανοποιητικὴν λύσιν, θὰ ἐπιδιώξῃ τὴν ἐπίλυσιν τῆς διαφορᾶς διὰ συμβιβασμὸν μετὰ τῆς ἀρμοδίας Ἀρχῆς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, προκειμένου νὰ ἀποφευχθῆ ἡ φορολογία, ἢ ὅποια δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

3. Αἱ ἀρμόδια Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ ἐπιδιώξουν διὰ συμβιβασμὸν νὰ ἄρουν τὰς δυσκολίας ἢ τὰς ἀμφισβητίας τὰς ὁποίας δημιουργεῖ ἡ ἐρμηγεία ἢ ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης συμβάσεως. Δύναται ἐπίσης νὰ ἐλθοῦν εἰς συμφωνίαν πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας διὰ τὰς μὴ προβλεφθείσας περιπτώσεις.

4. Αἱ ἀρμόδια Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐπι-  
κοινωνοῦν ἅπ' εὐθείας μεταξὺ τῶν διὰ τὴν ἐπίτευξίν συμφω-

νίας προβλεπομένης εἰς τὰς προηγουμένας παραγράφους. Ἐὰν αἱ ἀνταλλαγαὶ προφορικῶν ἀπόψεων διευκολύνουν τὴν συμφωνίαν ταύτην, αὗται δύναται νὰ ἐξετασθοῦν ὑπὸ μικτῆς Ἐπιτροπῆς ἀποτελουμένης ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

#### Ἄρθρον 27.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις δύναται νὰ ἐπεκταθῆ, ὡς ἔχει ἢ μετὰ τῶν ἀναγκαίων τροποποιήσεων, εἰς τὰ Ἵπερπόντια Ἑλλάδα τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τὰ ὅποια εἰσπράττουν φόρους χαρακτῆρος ἀναλόγου ἐκείνων ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζεται ἡ εἰρημένῃ σύμβασις. Τοιαύτη ἐπέκτασις θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τροποποιήσεων καὶ ὄρων (συμπεριλαμβανομένων τῶν σχετικῶν ὄρων μὲ τὴν λήξιν τῆς ἐφαρμογῆς) οἱ ὅποιοι θὰ καθορισθοῦν διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, τῆς ἀνταλλαγῆς διπλωματικῶν διακοινώσεων ἢ δι' οἰσδήποτε ἐτέρας διαδικασίας συμφώνου πρὸς τὰς συνταγματικὰς διατάξεις τῶν Κρατῶν τούτων.

2. Ἐκτὸς ἐὰν τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη δὲν ἤθελον συμφωνῆσαι ἄλλως, ἡ καταγγελία τῆς παρούσης συμβάσεως δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 31 ὑφ' ἐνὸς ἐξ αὐτῶν τερματίζει τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς εἰς πρῶτον ἐξαφῶς εἰς τὸ ὅποιον ἤθελεν αὕτη ἐπεκταθῆ συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

#### Ἄρθρον 28.

Αἱ ἀρμόδια ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Κρατῶν θὰ διαβουλεύονται πρὸς καθορισμὸν ἀπὸ κοινῶν τῶν τροποποιήσεων σχετικῶς μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως, ἐφ' ὅσον αὗται ἤθελον κριθῆ ἀναγκασίαι.

#### Ἄρθρον 29.

Ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμβάσεως, παύει ἰσχύουσα ἡ συμφωνία ἢ συνωμολογηθεῖσα μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων ὑπὸ ἡμερομηνίαν 9.12.1950 καὶ σκοποῦσα τὴν ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τῶν κερδῶν πραγματοποιουμένων ὑπὸ τῶν ναυτιλιακῶν καὶ ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων.

#### Ἄρθρον 30.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ κυρωθῆ καὶ οἱ τίτλοι κυρώσεως θέλουν ἀνταλλαγῆ ἐν Ἀθήναις ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον.

2. Αὕτη θὰ ἰσχύσῃ μετὰ τὴν παρέλευσιν μηνὸς ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν τίτλων κυρώσεως καὶ αἱ διατάξεις τῆς θὰ ἐφαρμοσθοῦν τὸ πρῶτον ἐπὶ τῶν εἰσοδημάτων τῶν προκυψάντων κατὰ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος ἐντὸς τοῦ ὁποίου θὰ λάβῃ χώραν ἡ ἀνταλλαγή τῶν κυρωτικῶν τίτλων ἢ εἰσοδημάτων προκυψάντων κατὰ τὰς χρήσεις αἰτίνας ἔληξαν ἐντὸς τοῦ αὐτοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους.

#### Ἄρθρον 31.

Ἡ παρούσα σύμβασις ἐξαιρουμένη ἰσχύουσα ἐφ' ὅσον δὲν θὰ καταγγελθῆ ὑφ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἐν τούτοις ἕκαστον Κράτος δύναται, διὰ προειδοποιήσεως οὐχὶ προγενετέρας τῆς λήξεως τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους ἀπὸ τοῦ πέμπτου ἔτους τῆς ἐπικυρώσεως, δι' ἐγγράφου προειδοποιήσεως ἐξ μηνῶν γνωστοποιουμένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, νὰ καταγγείλῃ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὴν παρούσαν σύμβασιν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν αὕτην, ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῆ, διὰ τελευταίαν φοράν ἐπὶ τῆς φορολογίας τῶν εἰσοδημάτων τῶν προκυψάντων κατὰ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος κατὰ τὴ διάρκειαν τοῦ ὁποίου θὰ λάβῃ χώραν ἡ καταγγελία.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι τῶν δύο Κρατῶν ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν σύμβασιν θέσαντες τὰς σφραγίδας αὐτῶν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 21ην Αὐγούστου 1963 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Α.Μ.  
τὸν Βασιλέα τῶν Ἑλλήνων  
Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

Διὰ τὸν Πρόεδρον  
τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας  
GUY DE GIRARD DE  
CHARBONNIERES

(2)

## B. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 657

Περὶ ἐπιβολῆς ποιοτικοῦ ἐλέγχου τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν Ἀρωματικῶν καὶ Φαρμακευτικῶν δρογῶν.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Ν. Δ. 3999)1959 «περὶ ἐλέγχου τοῦ ἐξαγωγικοῦ ἐμπορίου καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων».

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 81)1964 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ Ἐμπορίου Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ ἐξαγωγή εἰς τὸ ἐξωτερικὸν Ἀρωματικῶν καὶ Φαρμακευτικῶν δρογῶν, ἐπιτρέπεται μόνον ἐφ' ὅσον αὐταὶ πληροῦν τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος Διατάγματος.

2. Αἱ εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἐξαγόμεναι δρόγαί δέον:

α) Νὰ εἶναι ὑγιεῖς, νὰ μὴ παρουσιάζουν σημεῖα ἀποσυνθέσεως ἢ οἰκασθήποτε ἀλλοιωσεις.

β) Νὰ εἶναι δεόντως ἀποξηραμένοι ἐξασφαλιζομένης τῆς καλῆς διατηρήσεως τοῦ προϊόντος.

γ) Νὰ εἶναι ἀπηλλαγμένοι γαιωδῶν προσμίξεων καὶ ξένων ἐν γένει ὑλῶν.

δ) Νὰ εἶναι ἀπηλλαγμένοι πάσης ξένης ὁσμῆς.

ε) Νὰ μὴ ἐμφανίζουσιν σημεῖα εὐρωτιώσεως.

στ) Νὰ μὴ περιέχουσιν ἕτερα φυτικά τμήματα ἢ στοιχεῖα προσερχόμενα ἐξ ἄλλων φυτῶν προσομοιάζοντα πρὸς τὴν δρόγην.

ζ) Νὰ μὴ περιέχουσιν ἔντομα ἢ προνύμφας τούτων, πτερὰ ἢ σώματα ἀκαμίων.

η) Νὰ μὴ περιέχουσιν οἰκασθήποτε περιττώματα, τρίχας, πτώματα ἢ τμήματα ζώων ἢ ἀκαθαρσίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἐξαγωγή εἰς τὸ ἐξωτερικὸν δρογῶν ἐπιτρέπεται εἰς ἀκεραίας πόας εἴτε εἰς τμήματα ἢ μέρη ὑπέργεια ἢ ὑπόγεια αὐτῶν, ὀλόκληρα, τεπημημένα ἢ εἰς κόνιν, ἀναλόγως τοῦ εἴδους καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἀγοραστῶν.

Ἄρθρον 3.

**Συσκευασία.**

1. Αἱ πρὸς ἐξαγωγὴν προοριζόμεναι δρόγαί δέον νὰ συσκευάζωνται κατὰ τρόπον ἀποκλείοντα οἰκασθήποτε φθορὰν ἢ ἀλλοίωσιν τοῦ προϊόντος.

2. Ἄπαντα τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν συσκευασίαν ὑλικά δέον νὰ εἶναι καινουργῆ, ξηρὰ καὶ ἄοσμα. Τὰ κιβώτια δέον νὰ εἶναι ὀρθογώνια. Εἰδικώτερον τὰ ξυλοκιβώτια δέον νὰ εἶναι κατασκευασμένα ἐξ ἀόσμου ξυλείας ἀπαγορευομένης τῆς χρησιμοποίησεως ξυλείας ἐκ πύκνης.

3. Ἐκαστον μέσον συσκευασίας δέον νὰ περιέχη τὸ αὐτὸ εἶδος δρόγης, τῆς ἰδίας ποιότητος καὶ τοῦ ἰδίου τύπου.

Ἄρθρον 4.

**Σήμανσις.**

1. Ἐκαστον μέσον συσκευασίας δέον νὰ φέρη ἐξωτερικῶς ἀναγγραφομένης εὐκρινῶς δι' ἀνεξίτηλου μελάνης ἢ διὰ πυρογραφίας ἐπὶ τῶν κιβωτίων ἢ δι' ἐτικεττῶν καλῶς προσκολλημένων ἐπ' αὐτῶν τὰς κάτωθι ἐνδείξεις:

α) Τὸ ὄνοματεπώνυμον τοῦ ἐξαγωγέως ἢ τὸ ἐγκριζόμενον ἐμπορικὸν σῆμα αὐτοῦ ἢ καὶ ἀμφοτέρω.

β) Τὸ εἶδος τῆς ἐξαγομένης δρόγης.

γ) Τὴν προέλευσιν τοῦ προϊόντος καὶ προαιρετικῶς τὴν τοπικὴν τοιαύτην. Ἐφ' ὅσον τίθεται καὶ ἡ τοπικὴ ἐνδειξις, αὕτη δέον νὰ ἀνταποκρίνεται εἰς τὴν πραγματικὴν περιφέρειαν προελεύσεως.

δ) Τὸ μικτὸν βᾶρος τοῦ μέσου συσκευασίας ὡς καὶ τὸ καθαρὸν βᾶρος τῆς περιεχομένης δρόγης εἰς χιλία.

ε) Τὴν μορφήν ὑπὸ τὴν ὁποίαν εὐρίσκεται ἡ δρόγη (ὀλόκληρος τεπημημένη, κονιοποιημένη κλπ.).

στ) Τὸ ἔτος ἐσοδείας καὶ

ζ) Τὸ Κρατικὸν Σῆμα, συμφώνως τῇ ὑπ' ἀριθ. 95477) 7352)24.5.60 κοινῇ ἀποφάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐμπορίου καὶ Γεωργίας, ἐφ' ὅσον ἔχει ὁρισθῆ τοιοῦτον κατὰ τὸ ἄρθρον 19 παρ. 8 τοῦ Ν. 4035)60.

Ἄρθρον 5.

Ποιοτικὸς Ἐλεγχος.

1. Αἱ πρὸς ἐξαγωγὴν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν προοριζόμεναι ἀρωματικαὶ καὶ φαρμακευτικαὶ δρόγαί ὑπόκεινται εἰς ποιοτικὸν ἐλεγχον πρὸς διαπίστωσιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Διατάγματος. Ὁ ἐλεγχος οὗτος διενεργεῖται εἰς τὰς ἀποθήκας ἐπεξεργασίας καὶ συσκευασίας καὶ εἰς τοὺς σιδηροδρομικοὺς Σταθμούς, Λιμένας καὶ Ἀερολιμένας τῆς ἐξαγωγῆς.

2. Ὁ ὡς ἄνω ποιοτικὸς ἐλεγχος διενεργεῖται ὑπὸ τῶν κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 παράγραφος 1 τοῦ Ν.Δ. 3999)1959 ἀρμοδίων τεχνικῶν ὀργάνων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας καὶ δὴ ὑπὸ τῶν ὀριζομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Ν. 4035)60 Γεωπόνων - Ἐλεγκτῶν.

3. Ὁ ἐξαγωγεὺς ὑποχρεοῦται εἰς τὴν καταβολὴν τῆς δαπάνης τοῦ ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Ν.Δ. 3999)59 προβλεπόμενου Κρατικοῦ Σήματος.

4. Ἐκαστος ἐξαγωγεὺς ὑποχρεοῦται νὰ θέτῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ὀργάνων ποιοτικοῦ ἐλέγχου τὰ ἀναγκαῖα μέσα διὰ τὴν καλὴν διενέργειαν τούτου, ὡς καὶ τὰ ἀντίγραφα τῶν φορτωτικῶν καὶ τῶν συμβολαίων.

5. Ὁ ποιοτικὸς ἐλεγχος διενεργεῖται ἐπὶ ἀριθμοῦ κιβωτίων, δεμάτων, σάκκων κλπ. μέσων συσκευασίας, εἰς ποσότητα ἐπαρκετέραν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ ἐλεγκτοῦ καὶ μὴ δυναμένη νὰ εἶναι μικροτέρα τοῦ 2—5 ο) ἀναλόγως τοῦ εἴδους καὶ τοῦ ὄγκου τοῦ προϊόντος.

Ἄρθρον 6.

1. Πρὸς πιστοποίησιν τῆς καταλληλότητος τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν προοριζομένων δρογῶν, οἱ ἐντεταλμένοι διὰ τὸν ἐλεγχον γεωπόνοι ἐλεγκταί, ἐφ' ἑνὸς μὲν ἐφοδιάζουσιν τὰν ἐξαγωγέα διὰ πιστοποιητικοῦ ποιοτικοῦ ἐλέγχου, ἐφ' ἑτέρου δὲ ἐπιτρέπουσιν τὴν ὑπ' αὐτοῦ σφράγισιν τῶν μέσων συσκευασίας διὰ τοῦ Κρατικοῦ Σήματος, ἐφ' ὅσον ὁ ἐνεργηθεὶς ποιοτικὸς ἐλεγχος ἀπέδειξεν ὅτι τὰ ἐξαγόμενα εἶδη πληροῦν τοὺς κατὰ τὸ παρὸν Διάταγμα ὀριζομένους ὅρους.

2. Ὁ τύπος τοῦ πιστοποιητικοῦ ποιοτικοῦ ἐλέγχου καθορίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας.

3. Αἱ Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ ὑποχρεοῦνται νὰ ἀπαγορεύουσιν τὴν ἐξαγωγὴν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν παντὸς φορτίου δρογῶν ἐφ' ὅσον τὰ μέσα συσκευασίας δὲν φέρουσιν τὴν παράστασιν τοῦ Κρατικοῦ Σήματος καὶ δὲν κατατεθῆ εἰς αὐτὰς τὸ πιστοποιητικὸν ποιοτικοῦ ἐλέγχου.

4. Αἱ Τελωνειακαὶ καὶ Σιδηροδρομικαὶ Ἀρχαὶ ὡς καὶ πᾶν ἄλλο Κρατικὸν ὄργανον, ὀφείλουσιν νὰ καταγγέλουσιν εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἀρχὰς πᾶσαν παραποίησην ἢ διπλοπλοήσιν τοῦ πιστοποιητικοῦ ποιοτικοῦ ἐλέγχου.

Ἄρθρον 7.

1. Ἡ ἐποπτεία ἐπὶ τῶν ἐντεταλμένων τὸν ποιοτικὸν ἐλεγχον τεχνικῶν ὀργάνων ἀσκεῖται ὑπὸ τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ Ν. 4035)60 Ἐποπτῶν Ποιοτικοῦ Ἐλέγχου ἢ καὶ ἐτέρων ἀνωτέρων τεχνικῶν ὑπαλλήλων, Γεωπόνων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας, ὀριζομένων ὡς ἐποπτῶν κατὰ Δ)σιν Γεωργίας δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας.

2. Οἱ ὡς ἄνω Ἐπόπται δικαιούνται νὰ ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά των καθ' οἰονδήποτε χρόνον, ἀκόμη δὲ καὶ εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἔχει ἀποπερτωθῆ ὁ ἐλεγχος παρὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 5 τοῦ παρόντος ἐντεταλμένων ἐλεγκτῶν καὶ ἔχουσιν ἐκδοθῆ ὑπ' αὐτῶν τὰ διὰ τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ παρόντος προβλεπόμενα πιστοποιητικὰ ἐλέγχου ποιότητος, δικαιουμένων εἰς τὴν περιπτώσιν ταύτην, ἐφ' ὅσον κρίνουσιν τοῦτο ἐπιβεβλημένον νὰ ἀπαγορεύουσιν τὴν ἐξαγωγὴν τῶν ἐλεγχθέντων παρ' αὐτῶν φορτίων.

## "Άρθρον 8.

1. Έν περιπτώσει διαφωνίας του έξαγωγέως προς την κρίσιν του διενεργήσαντος τον ποιοτικόν έλεγχον Γεωπόνου έλεγκτου, δικαιούται ούτος να ζητήσει έγγραφως την επανεξέτασιν του φορτίου του.

2. Η επανάληψις του ποιοτικού έλέγχου διενεργείται υπό των εν άρθρω 7 του παρόντος έποπτών εντός είκοσι τεσσάρων (24) ώρων το πολύ από της ύποβολής της αίτησεως του έξαγωγέως εις την αρμοδίαν Διεύθυνσιν Γεωργίας άπ' ευθείας ή δια του ένεργήσαντος τον έλεγχον Γεωπόνου - Έλεγκτου.

Η επανάληψις του ποιοτικού έλέγχου διενεργείται έφ' ολοκλήρου ή μέρος του φορτίου του ενδιαφερομένου έξαγωγέως, κατά την κρίσιν του Έπόπτου, όπωςδήποτε δέ και επί των μέσων συσκευασίας των έλεγχθέντων υπό του ένεργήσαντος τον αρχικόν έλεγχον Γεωπόνου - Έλεγκτου, άτινα διαφυλάσσονται φέροντα την υπογραφήν αυτού.

3. Είς περιπτώσιν καθ' ήν ο επανέλεγχος δικαιώση τον έξαγωγέα το πιστοποιητικόν ποιοτικού έλέγχου εκδίδεται υπό του Έπόπτου.

4. Η απόφασις του Έπόπτου είναι άνέκλητος.

5. Δρόγαί κριθείσαι όριστικώς άκατάλληλοι προς έξαγωγήν ώς μή πληρούσαι τους όρους του παρόντος Διατάγματος άπαγορεύεται όπως προσαχθούν εκ νέου προς έλεγχον μεταφερόμεναι προς τον σκοπόν τούτον εις ετέρους λιμένας ή σιδηροδρομικούς σταθμούς έξαγωγής, των Τελωνειακών Αρχών ύποχρεουμένων όπως ειδοποιούν καταλλήλως τάς Τελωνειακάς Αρχάς και τους σιδηροδρομικούς σταθμούς του τόπου προς όν κατευθύνονται τά φορτία προς ένημέρωσιν υπό τούτων των αρμοδίων ποιοτικών έλεγκτων.

Έν περιπτώσει μεταφοράς δι' ετέρων ιδίων μέσων οι έξαγωγείς ύποχρεούνται να δηλώσουν ύπευθύνως εις την αρμοδίαν Διεύθυνσιν Γεωργίας τον τόπον της μεταφοράς.

6. Δι' αποφάσεων του Υπουργού Γεωργίας καθορίζονται τά του τρόπου των όρων άσκήσεως του ποιοτικού έλέγχου, τά της εκδόσεως των πιστοποιητικών ποιοτικού έλέγχου ώς και πάσα σχετική λεπτομέρεια.

## "Άρθρον 9.

Αί διατάξεις του παρόντος Διατάγματος ισχύουν και δια τάς διενεργουμένας μέσω του έλευθέρου Λιμένος Θεσσαλονίκης έξαγωγάς δρογών.

## "Άρθρον 10.

Διά κοινών αποφάσεων των Υπουργών Έμπορίου και Γεωργίας δημοσιευομένων εις την Εφημερίδα της Κυβερνήσεως ρυθμίζεται και πάσα άλλη λεπτομέρεια αναγκαία δια την εφαρμογήν του παρόντος Διατάγματος.

## "Άρθρον 11.

1. Η ισχύς του παρόντος αρχεται μετά τριάκοντα (30) ημέρας από της δημοσιεύσεώς του εις την Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

2. Είς τον Ημέτερον επί του Έμπορίου Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν του παρόντος, εις δέ τον επί της Γεωργίας Υπουργόν την εκτέλεσιν τούτου.

Έν Αθήναις τή 17 Οκτωβρίου 1964

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**

**Β.**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ  
**Γ. ΜΕΛΑΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ  
**ΑΛ. ΜΠΑΛΑΤΖΗΣ**

(3)

**Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 658**

Περί όριστικής παραχωρήσεως μεταλλείου σιδηροपुरίτου εν τω Νομῷ Φθιώτιδος εις τον Παναγ. Δ. Αλμπάνην.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**

**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

"Εχοντες ύπ' όψιν:

1) Τάς διατάξεις των άρθρων 4, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 31 κλπ. του Μεταλλευτικού Κώδικος (Π.Δ. της 28 'Ο-

κτωβρίου 1929 «περί κωδικοποιήσεως εις ένιαιον κείμενον του Νόμου Γ.Φ.Κ.Δ.)1910 περί μεταλλείων κλπ., Φ.Ε.Κ. 397 τ. Α' της 11.11.29) ώς αυτά άντικατεστάθησαν, έτροποποιήθησαν και συνεπληρώθησαν δια μεταγενεστέρων διατάξεων και ιδία υπό του Α.Ν. της 17)31 'Οκτωβρίου 1935 και του Νομοθετικού Διατάγματος 4029)1959 κλπ.

2) Την ύπ' αριθ. 438)9.1.1963 προκήρυξιν του Νομάρχου Φθιώτιδος νομίμως δημοσιευθείσαν και τοιχοκολληθείσαν, προτάσει του Ημετέρου επί της Βιομηχανίας Υπουργού, άπεφασίσταμεν και διατάσσομεν:

Παραχωρούμεν εις τον Παναγιώτην Δημητρίου Αλμπάνην, Έμπορον, κάτοικον Πειραιώς, δικαίωμα μεταλλειοκτησίας, ήτοι αναζητήσεως έξορυξέως και εκμεταλλεύσεως Σιδηροपुरίτου και λοιπών μεταλλευτικών όρυκτων, πλην των ύπερ του Δημοσίου έξηρημένων της παραχωρήσεως τούτων δυνάμει των κειμένων διατάξεων «περί Μεταλλείων» επί τη βάσει της από 12.8.1942 αρχικής αίτησεως του Παναγ. Δ. Αλμπάνη έφ' ής έξεδόθη υπό του Νομάρχου Φθιώτιδος ή ύπ' αριθ. 35365)5.12.56 άδεια μεταλλευτικών έρευνών, νομίμως δημοσιευθείσα εις το ύπ' αριθ. 21 (τ. Β') της 22.1.1957 φύλλον της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, επί χώρου κειμένου εις την περιφέρειαν των Κοινοτήτων Υπάτης και Αργυροχωρίου του Νομού Φθιώτιδος εκτάσεως στρεμμάτων 6403,50 και έχοντος γύρωθεν τά εξής όρια: Από Προφήτην Ηλίαν Υπάτης εις εκκλησίαν Άγιος Άθανάσιος εκείθεν εις Τ.Σ.Γ. (χ=—16790 ψ=+13560) εκείθεν εις Τ.Σ.Δ. (χ=—16700 ψ=+11020) και εκείθεν εις αρχικόν σημείον Προφήτης Ηλίας — Υπάτης. Αί συντεταγμένοι αναφέρονται εις κέντρον φύλλου χάρτου Κλ. 1:100.000 φ=38' 45' λ=—1'45', ώς ταύτα καθορίζονται επί του εις τετραπλούν ύποβληθέντος σχεδιαγράμματος, διορθωθέντος και θεωρηθέντος υπό του Επιθεωρητού Μεταλλείων Αης Περιφέρειας.

Είς τον αυτόν επί της Βιομηχανίας Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος.

Έν Αθήναις τή 17 Οκτωβρίου 1964.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**

**Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**Ι. ΖΙΓΑΝΣ**

(4)

**Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 659**

Περί καταργήσεως της παρ. 2 του από 27)2—13.3.57 Β. Διατάγματος «περί καθιέρώσεως εκ περιτροπής Κυριακής άργίας εις τά έστιατόρια Πόλεως Αμφίσσης κλπ.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**

**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

"Εχοντες ύπ' όψιν:

Τάς διατάξεις της παρ. 2 του άρθρου 6 του Π. Διατάγματος της 8)14 Μαρτίου 1930 «περί κωδικοποιήσεως των νόμων περί Κυριακής αναπαύσεως», της παρ. 3 του άρθρου 9 του Ν. Διατάγματος 3755)57 «περί αύξήσεως αναδρομικώς των αποδοχών των μισθωτών κλπ.», την ύπ' αριθ. 32)62 γνώμην του Συλλόγου Έστιατόρων — Οίνομαγείρων — Οίνοπωλών Αμφίσσης, την ύπ' αριθ. 12)4.2.62 σύμφωνον γνώμην του Έργατικού Κέντρου Φωκίδος, την ύπ' αριθ. 2454)62 σύμφωνον γνώμην του Δήμου Αμφισσέων, την ύπ' αριθ. 55)57)105α)62 σύμφωνον γνώμην της Δ)σεως Χωρικής Αμφίσσης, την 2635)5.8.63 όμοίαν της Νομαρχίας Φωκίδος, την από 1.7.64 γνωμοδότησιν του Τμήματος Διακωνισμού Έργασίας του Έθνικού Γνωμοδοτικού Συμβουλίου Κοινωνικής Πολιτικής και την ύπ' αριθ. 5968)64 τοιαύτην του Συμβουλίου Επικρατείας, προτάσει του Ημετέρου επί της Έργασίας Υπουργού, άπεφασίσταμεν και διατάσσομεν:

"Άρθρον μόνον.

Η παράγραφος 2 του άρθρου μόνου του από 27)2—13.3.57 Β. Διατάγματος «περί καθιέρώσεως εκ περιτροπής Κυριακής

ἀργίας εἰς τὰ ἐστιατόρια τῆς πόλεως Ἀμφίσης κλπ.» καταργεῖται.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 17 Ὀκτωβρίου 1964

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ**

(5)

**Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 660**

Περὶ καθιερώσεως ὀλοκληρωτικῆς Κυριακῆς ἀργίας εἰς τὰ κρεοπωλεῖα τῆς πόλεως Σερρών.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

Τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἀρθροῦ 6 τοῦ Π. Διατάγματος τῆς 8)14 Μαρτίου 1930 «περὶ κωδικοποιήσεως τῶν νόμων περὶ Κυριακῆς ἀναπαύσεως», τῆς παρ. 3 τοῦ ἀρθροῦ 9 τοῦ Ν. Διατάγματος 3755)57 «περὶ ἀξήσεως ἀναδρομικῶς τῶν ἀποδοχῶν τῶν μισθωτῶν κλπ.», τὴν ὑπ' ἀριθ. 30)1.10.63 αἴτησιν τῆς Συντεχνίας Κρεοπωλῶν Σερρῶν, τὴν ὑπ' ἀριθμ. 302)20.12.63 γνώμην τοῦ Ἐργατοῦπαλληλικοῦ Κέντρου Νομοῦ Σερρῶν, τὴν ὑπ' ἀριθ. 284)4.10.63 σύμφωνον γνώμην τοῦ Δήμου Σερρῶν, τὴν ὑπ' ἀριθ. 57)15)196Ε)13.1.64 σύμφωνον γνώμην τῆς Δ)νσεως Χωρ)κῆς Σερρῶν, τὴν ὑπ' ἀριθ. 1999)10.3.64 ὁμοίαν τῆς Νομαρχίας Σερρῶν, τὴν ἀπὸ 15.6.64 γνωμοδότησιν τοῦ Τμήματος Διακανονισμοῦ Ἐργασίας τοῦ Ἐθνικοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Κοινωνικῆς Πολιτικῆς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 461)64 τοιαύτην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Καθιεροῦται ὀλοκληρωτικὴ Κυριακὴ ἀργία εἰς τὰ κρεοπωλεῖα τῆς πόλεως Σερρῶν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 17 Ὀκτωβρίου 1964

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ**

**Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 661**

Περὶ καθιερώσεως τῆς ἑορτῆς τοῦ Ἁγίου Νικολάου ὡς ὀλοκληρωτικῆς ἀργίας δι' ἅπαντα τὰ καταστήματα τοῦ Δήμου Βόλου.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

Τὰς διατάξεις τῆς παρ. 2 τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Π. Δ. τῆς 8)14.3.1930 «περὶ κωδικοποιήσεως τῶν Νόμων περὶ Κυριακῆς ἀναπαύσεως», τῆς παρ. 3 τοῦ ἀρθροῦ 9 τοῦ Ν. Δ. 3755)1957 «περὶ ἀξήσεως ἀναδρομικῶς τῶν ἀποδοχῶν τῶν μισθωτῶν κλπ.», τὴν ἀπὸ 10.5.62 καὶ 22.11.63 αἴτησιν τοῦ Συνδέσμου Ἐμποροῦπαλληλῶν Βόλου, τὴν ἀπὸ 30.1.63 αἴτησιν τοῦ Συνδέσμου Ἐμποροῦπαλληλῶν Βόλου, τὴν ἀπὸ 30.1.63 γνώμην τοῦ Ἐμπορικῆ καὶ Βιομηχανικοῦ Ἐπιμελητηρίου Βόλου καὶ τοῦ Ἐπαγγελματικοῦ καὶ Βιοτεχνικοῦ Ἐπιμελητηρίου Βόλου, τὴν ὑπ' ἀριθ. 1064)11.9.1962 σύμφωνον γνώμην τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Βόλου, τὴν ὑπ' ἀριθ. 35845)5.1.1963 σύμφωνον γνώμην τῆς Νομαρχίας Μαγνησίας, τὴν ἀπὸ 1.8.1964 γνωμοδότησιν τοῦ Τμήματος Διακανονισμοῦ Ἐργασίας τοῦ Ἐθνικοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Κοινωνικῆς Πολιτικῆς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 642)1964 τοιαύτην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Καθιεροῦται ἡ ἑορτὴ τοῦ Ἁγίου Νικολάου (Πολιούχου πόλεως) ὡς ἑορτὴ ὀλοκληρωτικῆς ἀργίας δι' ἅπαντα τὰ καταστήματα τοῦ Δήμου Βόλου, ἐξαιρέσει τῶν ἐστιατορίων, ζαχαροπλαστείων, γαλακτοπωλείων, καφενείων καὶ τῶν λοιπῶν κέντρων ἐν γένει.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 17 Ὀκτωβρίου 1964.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**  
**Β.**

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ**

(7)

**ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ**

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 96)13.6.1964 Φ.Ε.Κ. (τεύχος Α') εἰς τὸ ἐδημοσιεύθη τὸ ὑπ' ἀριθ. 326 Β. Διάταγμα «περὶ συστάσεως Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν συλλογὴν ἐράνων πρὸς ἀνέγερσιν τοῦ νέου διδαστηρίου τοῦ Γυμνασίου Θηλέων Σερρῶν», ἐπιφέρεται ἡ ἀκόλουθος διόρθωσις: Εἰς τὸ ἀρθρον 8 παρ. 6 τοῦ ἐν λόγῳ Β. Δ)τος, τὸ ἀναγραφέν ἐσφαλμένως «παρὰ τινι τῶν ἐν Πολυγύρῳ ἀνεγνωρισμένων Τραπεζῶν» διορθοῦται εἰς τὸ ὀρθὸν «παρὰ τινι τῶν ἐν Σέρραις ἀνεγνωρισμένων Τραπεζῶν».

(Ἐκ τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας)